

Maillage communal, frontières et nation

Nadège Ragaru

▶ **To cite this version:**

Nadège Ragaru. Maillage communal, frontières et nation : les imaginaires, pratiques et enjeux de la décentralisation en Macédoine. Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest, 2005, 36 (3), pp.161-200. hal-01020856

HAL Id: hal-01020856
https://sciencespo.hal.science/hal-01020856

Submitted on 8 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Persee

Nadège Ragaru

Maillage communal, frontières et nation. Les imaginaires, enjeux et pratiques de la décentralisation en Macédoine

In: Revue d'études comparatives Est-Ouest. Volume 36, 2005, N°3. Les nouvelles frontières européennes à l'Est. pp. 161-200.

Citer ce document / Cite this document :

Ragaru Nadège. Maillage communal, frontières et nation. Les imaginaires, enjeux et pratiques de la décentralisation en Macédoine. In: Revue d'études comparatives Est-Ouest. Volume 36, 2005, N°3. Les nouvelles frontières européennes à l'Est. pp. 161-200.

doi : 10.3406/receo.2005.1726

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/receo_0338-0599_2005_num_36_3_1726

BY: $ = creative commons

Abstract

Demarcation of local territorial units, borders and the nation:
Ideas, issues and practices related to decentralization in Macedonia

This article aims to examine the political debates and social mobilization that occured during the 2004 reform of municipal boundaries in Macedonia. Decentralization is a full part of the Ohrid Agreement, a compromise negotiated between the Macedonian majority and the Albanian minority under the auspices of the international community following the armed conflict in 2001. In the summer of 2004, opposition from the Slav majority to the demarcation of municipalities reached unexpected proportions. How to explain the scale of this social protest? Is the demarcation of local territorial units merely a matter of local government? Or does this reorganization involve more than managing prerogatives and scarce resources? It is hypothesized that reactions to municipal reform should be analyzed by studying the connections between local issues, community-based loyalties and state-building. Light can thus be shed on how the differentiated pathways to nation-building followed by the communities living in Macedonia affect perceptions and practices of the state, territory and borders. The new demarcation of municipal lim- its provides a vantage point for observing the impact on the small (Turk, Rom, Serb, Vlach) minorities of the gradual reorganization of community forces around the opposition between ethnic Macedonians and Albanians. These minorities are increasingly compelled to take sides with one of these two main players in the political stage.

Résumé

L'objet de cet article est de mettre en perspective les débats politiques et les mobilisations sociales qui ont accompagné la réforme du maillage communal en Macédoine en 2004. Le principe de la décentralisation faisait partie intégrante des accords d'Ohrid, un compromis négocié entre majorité macédonienne ethnique et minorité albanaise sous l'égide de la communauté internationale au terme du conflit de 2001. L'opposition de la majorité slave à la nouvelle délimitation des frontières municipales promue par le gouvernement a revêtu une ampleur inattendue. Comment la comprendre ? Quand on parle de découpage communal, est-ce bien de pouvoir local qu'il est question ou l'organisation des territoires mettrait-elle en cause plus que la gestion de prérogatives et de ressources rares ? L'hypothèse avancée est que les réactions à la refonte des municipalités gagnent à être abordées à travers une étude des interconnexions entre enjeux locaux, loyautés communautaires et logique étatique. Adopter une telle démarche conduit à souligner l'impact des trajectoires de construction nationale différenciées suivies par les communautés vivant en Macédoine sur les perceptions et pratiques de l'État, du territoire et des frontières dans ce pays. Le redécoupage des frontières municipales constitue par ailleurs l'un des lieux où l'on peut observer les effets complexes de la réorganisation progressive des dynamiques communautaires autour de l'opposition entre Macédoniens ethniques et Albanais sur le positionnement des « petites » minorités (turques, roms, serbes et valaques), placées dans la situation malaisée de devoir prendre position en faveur de l'un ou l'autre des principaux protagonistes.

BY: $ = creative commons

Revue d'études comparatives Est-Ouest, 2005, vol. 36, n° 3, pp. 161-200

MAILLAGE COMMUNAL, FRONTIÈRES ET NATION

LES IMAGINAIRES, ENJEUX ET PRATIQUES DE LA DÉCENTRALISATION EN MACÉDOINE

Nadège RAGARU

Chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), en charge du programme « Europe centrale et du Sud-Est » (nragaru@yahoo.fr). L'auteur souhaite remercier Antonela Capelle-Pogăcean, Nathalie Clayer, Daniela Heimerl, Antoine Kunth, Michel Roux et Nano Ruzin pour leurs commentaires sur une version préliminaire de ce texte.

Persée creative commons

RÉSUMÉ : L'objet de cet article est de mettre en perspective les débats politiques et les mobilisations sociales qui ont accompagné la réforme du maillage communal en Macédoine en 2004. Le principe de la décentralisation faisait partie intégrante des accords d'Ohrid, un compromis négocié entre majorité macédonienne ethnique et minorité albanaise sous l'égide de la communauté internationale au terme du conflit de 2001. L'opposition de la majorité slave à la nouvelle délimitation des frontières municipales promue par le gouvernement a revêtu une ampleur inattendue. Comment la comprendre ? Quand on parle de découpage communal, est-ce bien de pouvoir local qu'il est question ou l'organisation des territoires mettrait-elle en cause plus que la gestion de prérogatives et de ressources rares ? L'hypothèse avancée est que les réactions à la refonte des municipalités gagnent à être abordées à travers une étude des interconnexions entre enjeux locaux, loyautés communautaires et logique étatique. Adopter une telle démarche conduit à souligner l'impact des trajectoires de construction nationale différenciées suivies par les communautés vivant en Macédoine sur les perceptions et pratiques de l'État, du territoire et des frontières dans ce pays. Le redécoupage des frontières municipales constitue par ailleurs l'un des lieux où l'on peut observer les effets complexes de la réorganisation progressive des dynamiques communautaires autour de l'opposition entre Macédoniens ethniques et Albanais sur le positionnement des « petites » minorités (turques, roms, serbes et valaques), placées dans la situation malaisée de devoir prendre position en faveur de l'un ou l'autre des principaux protagonistes.

Le 15 juillet 2004, au terme de longues tractations, l'Alliance social-démocrate (SDSM, ex-communiste[1]) et son partenaire de coalition albanais, l'Union démocratique pour l'intégration (BDI[2]), annoncent qu'ils sont parvenus à trouver un compromis sur le nouveau découpage des municipalités (*opštini*) en République de Macédoine[3]. L'adoption des lois relatives à la réorganisation du maillage communal et au financement des municipalités constituait le dernier volet des réformes prévues au titre des Accords d'Ohrid (13 août 2001) – un compromis négocié sous l'égide de la communauté internationale pour mettre un terme à six mois d'affrontements armés entre insurgés albanais et forces de l'ordre macédoniennes (Ragaru, 2001, pp. 165-201 ; Perry, 2001, pp. 362-368 ; ICG, 2001)[4]. Le plan prévoit de ramener de 123 à 80 le nombre des municipalités et de leur accorder des compétences et ressources accrues. En vertu de la règle d'Ohrid selon laquelle toute langue parlée par plus de 20 % des habitants d'une municipalité devient seconde langue officielle après le macédonien, Skopje, la capitale – à laquelle sont rattachées deux petites communes à majorité albanaise – doit devenir bilingue. À Struga, l'incorporation des villages environnants donne une majorité de 65 % aux Albanais. Enfin, à Kičevo, la perspective d'un changement des frontières municipales est reportée à 2008, date à laquelle quatre municipalités périphériques devraient s'agréger à celle de Kičevo, faisant passer le pourcentage des Albanais au-dessus de la barre des 50 %.

1. Voir, en annexe, le glossaire des principaux partis politiques macédoniens.
2. L'Union démocratique pour l'intégration a été fondée en juin 2002 par d'anciens dirigeants de l'Armée de libération nationale (UÇK, *Ushtria Çlirimtare Kombëtare*), la guérilla qui s'était opposée, en 2001, à l'armée et aux forces spéciales macédoniennes. Sa création est venue bouleverser le jeu politique intra-albanais, lequel s'était jusqu'alors structuré autour de l'opposition entre le Parti pour la prospérité démocratique (PPD, issu des anciennes élites communistes et réputé « modéré ») et le Parti démocratique albanais (PDSH) parvenu à se démarquer de son concurrent en adoptant une rhétorique politique dite plus « dure ». Sous la direction d'Ali Ahmeti, ancien leader de la guérilla, le BDI a adopté une position favorable au maintien de la multiethnicité en Macédoine. En dépit de ses faiblesses organisationnelles, la nouvelle formation politique s'est imposée comme le principal protagoniste sur la scène albanaise lors des élections de septembre 2002. Elle doit cette réussite électorale à la popularité d'A. Ahmeti ainsi qu'à l'espoir de renouveau politique qu'elle a alors su incarner.
3. L'appellation « République de Macédoine » est le nom constitutionnel de la Macédoine. Le 8 avril 1993, la Macédoine a été reconnue et admise à l'ONU sous le nom d'« Ancienne République yougoslave de Macédoine » (ARYM). Elle avait accédé à l'indépendance au terme du référendum du 8 septembre 1991, organisé dans le sillage de l'éclatement de la Yougoslavie.
4. Pour une interprétation très différente du nationalisme albanais et de son rôle dans la crise, voir LUKIC, 2003, pp. 407-437 ; SOFOS, 2001, pp. 145-151.

L'annonce du plan suscite une réaction extrêmement vive dans la majorité slave de ce petit État de 2,02 millions d'habitants où les Albanais représentent un quart de la population (25,17 % selon les résultats du recensement de novembre 2002)[5]. Le 19 juillet, l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne de Nikola Gruevski (VMRO-DPMNE, nationaliste, dans l'opposition) annonce la création d'un Front, avec le Parti libéral (LP) et la coalition « Troisième voie », rassemblant les partisans d'une révision du projet de découpage. À Struga, la contestation s'organise sous la forme de rassemblements quotidiens tandis que la route Skopje-Debar est temporairement bloquée par des habitants de Lukovo, une commune devant être rattachée à Struga au titre du nouveau découpage territorial[6]. Le 22 juillet, la venue à Struga du ministre de la Défense, Vlado Bučkovski, et du secrétaire général du SDSM, Nikola Kjurčiev, pour expliquer aux membres de l'antenne locale du SDSM la position gouvernementale, s'achève sur des affrontements entre les manifestants rassemblés autour des locaux du parti et les forces de l'ordre. À la fin de la nuit, on dénombre une quarantaine de blessés (Büchsenschütz, 2004)[7]. Grâce à la solide majorité dont le SDSM et le BDI disposent à l'Assemblée nationale[8], le projet de loi sur le découpage municipal est certes adopté par le Parlement le 11 août, celui sur le financement des municipalités le 14, mais l'hostilité de l'opposition politique et de larges secteurs de la population macédonienne à cette réforme ne disparaît pas pour autant. À l'initiative du Congrès mondial macédonien (*Svetskiot makedonski kongres*), une ONG nationaliste soutenue par l'opposition macédonienne, 180 545 signatures sont collectées en vue d'obtenir l'organisation d'un référendum sur le projet de découpage. Aux termes de la Constitution de 1991 (amendée en novembre 2001), il en faut 150 000 pour que l'initiative populaire soit approuvée. Le référendum a lieu le 7 novembre dans un climat politique particulièrement

5. Par « Macédonien », on entend ici tout citoyen de Macédoine quelle que soit sa communauté d'appartenance. Pour désigner la population se considérant comme ethniquement macédonienne, on sera donc obligé de recourir à des formulations comme « Slaves de Macédoine » (imprécise puisque la Macédoine abrite d'autres populations slaves, serbes, *torbeši* et bulgares), « Macédoniens ethniques » ou « citoyens à conscience ethnique macédonienne ». En Macédoine même, c'est une définition communautaire qui prévaut : l'appellation « Macédonien » désigne les seules personnes à conscience nationale macédonienne.

6. À ce propos, voir « Tridneven mir za struškite večeri na otporot » (Trois jours de trêve pour les soirées de protestation de Struga), *Dnevnik*, 23 juillet 2004.

7. Les manifestations quotidiennes ont été suspendues le 24 juillet, officiellement pour permettre au festival albanais de Struga de pouvoir se dérouler dans le calme.

8. La majorité formée à l'issue des élections parlementaires du 15 septembre 2002 détient 76 sièges sur 120 (60 pour la coalition de la SDSM et 16 pour le BDI).

tendu : pendant toute la campagne, les partis au pouvoir et les représentants de la communauté internationale dénoncent les risques d'un enlisement des réformes en cas de vote en faveur du retour au découpage municipal de 1996. Finalement, seuls 26,58 % des électeurs se rendent aux urnes ; les résultats sont invalidés. Une crise intercommunautaire semble, pour un temps au moins, évitée.

Comment comprendre que la question du découpage territorial interne ait suscité une protestation d'une telle ampleur au sein de la communauté macédonienne-slave ? Faut-il y voir le reflet d'une hostilité entre Slaves et Albanais de Macédoine, aggravée depuis la crise de 2001 et qui aurait trouvé à s'exprimer dans la sphère publique à l'occasion du débat sur les municipalités[9] ? Surtout, quand on parle de découpage communal, est-ce bien de pouvoir local qu'il est question ou l'organisation des territoires mettrait-elle en cause plus que la gestion de prérogatives et de ressources rares ? À quels imaginaires de la nation, de la frontière et de l'appartenance ces débats renvoient-ils ? Telles sont quelques-unes des questions sur lesquelles cet article souhaiterait revenir. Pour ce faire, on retracera d'abord l'accumulation des malentendus entre Albanais et Slaves de Macédoine au cours des années 1990, la place que les questions territoriales y occupent et les solutions prévues par les accords d'Ohrid. L'attention se portera ensuite vers les argumentations utilisées par les opposants et partisans de la réforme territoriale qu'ils soient macédoniens-slaves, albanais ou appartenant aux « petites minorités ». En la matière, la ligne de clivage ne passe pas seulement entre Albanais et Slaves de Macédoine mais au sein de chacune de ces communautés. Notons aussi dès maintenant que la bipolarisation grandissante du jeu politique place les représentants des minorités turque, rom, serbe et valaque dans l'obligation, malaisée, de prendre position pour l'un des deux protagonistes. L'étude de ces rhétoriques donnera à voir les rapports entre frontières municipales, loyautés communautaires et logique étatique : c'est parce que les municipalités nous parlent aussi de terre, de pouvoir et de nation qu'elles sont le lieu d'investissements symboliques aussi diversifiés et contradictoires. Pour mieux apprécier ces interactions, on s'emploiera en troisième et dernière partie à étudier l'impact des trajectoires de construction nationale différenciées sur les perceptions et pratiques du territoire en Macédoine.

9. Dans le cadre du présent article, on n'insistera pas sur les interactions entre facteurs socio-économiques et politiques de crise. Le thème a déjà été développé ailleurs ; voir RAGARU, 2004 ; ESI, 2002.

1. LA DÉCENTRALISATION SELON OHRID : INGÉNIERIE TERRITORIALE ET LOGIQUES COMMUNAUTAIRES

Présentée par les media de langue macédonienne comme un conflit importé depuis le Kosovo, la crise intercommunautaire de 2001 constituait le point d'aboutissement d'une dégradation des relations entre communautés, accélérée au lendemain de la création d'un État indépendant de Macédoine, en septembre 1991[10].

1.1. LA CONSTITUTION DE 1991 ET LES FRUSTRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ ALBANAISE

Au sein de la majorité, l'indépendance avait suscité un désir d'affirmation et de reconnaissance nationales frustré par un environnement régional incertain. Ce désir s'était notamment traduit par l'adoption, le 17 novembre 1991, d'une Constitution qui, du point de vue des Albanais, marquait plusieurs reculs par rapport aux textes de l'époque yougoslave. Le préambule de la Constitution faisait de la République de Macédoine « un État national du peuple [*narod*] macédonien assurant une égalité complète des droits civiques et une cohabitation durable du peuple macédonien avec les Albanais, Turcs, Valaques, Roms et autres nationalités qui habitent la République de Macédoine ». Les Albanais, qui auraient voulu se voir reconnaître le statut de peuple constitutif de la Macédoine en raison de leur poids numérique étaient relégués au rang de « nationalité » (*narodnost*)[11]. En outre, diverses prérogatives accordées aux représentants des communautés minoritaires furent supprimées comme la possibilité, à l'occasion de fêtes, de dresser le drapeau de la communauté sur le fronton des mairies à côté du drapeau macédonien (Pettifer, 2001, p.143).

Surtout, la logique très décentralisée qui avait prévalu jusque dans les années 1980 était abandonnée : dans le cadre de la réforme adoptée en 1959, en Yougoslavie, chacune des Républiques avait été maillée de municipalités (*opština*) venant remplacer les anciens districts (*okrăg*) de l'entre-deux-guerres. Les municipalités étaient conçues comme l'échelon unique de décentralisation du pouvoir et le niveau où devait être

10. Des tensions étaient apparues dès les années 1980 ; cf. CLAYER, 2001, p. 186.

11. La notion de *narodnost*, employée dans le vocabulaire de la Yougoslavie titiste et à l'époque utilisée comme substitut à l'expression « minorité nationale », a été introduite dans la Constitution de la République socialiste de Macédoine du 7 avril 1963. La nouvelle Constitution de la République socialiste de Macédoine, adoptée en 1974, a pour la première fois mentionné nommément deux de ces nationalités, les Albanais et les Turcs (CACA, 2001, pp. 148-164).

élaborée et mise en œuvre la stratégie de développement économique locale. Elles jouissaient d'une vaste gamme de prérogatives – allant de l'économie à la défense territoriale en passant par l'infrastructure, l'enseignement, la santé et les services sociaux – et d'une large autonomie financière. Prenant le contre-pied de ce mode d'organisation, la Constitution de novembre 1991 affirmait le caractère unitaire et souverain de l'État tout en accroissant la dépendance des municipalités par rapport au pouvoir central. Les autorités locales ne décidaient que des questions d'importance municipale, notamment dans les domaines de l'infrastructure, de la culture et de l'éducation préscolaire (art. 115).

Cet effort de recentralisation allait être confirmé par le vote d'une nouvelle Loi sur l'autogouvernement local (*Zakon za lokalna samouprava*, J.O., 52/1995), le 15 novembre 1995, suivi par l'adoption, en 1996, d'un découpage territorial faisant passer de 34 à 123 le nombre des municipalités (*Zakon za teritorijalnata podelba na Republika Makedonija i opredeluvanje na podračjata na edinicite na lokalnata samouprava*, J.O., 49/96). Ces réaménagements visaient pour partie à rationaliser la gestion territoriale. La concentration de larges compétences entre les mains des unités d'autonomie locale n'avait pas tenu ses promesses : les centres de décision étaient perçus comme trop éloignés des citoyens ordinaires et les municipalités trop vastes (60 000 habitants en moyenne) pour assurer une réelle prise en charge des intérêts locaux. Le nouveau découpage n'était toutefois pas sans incidences sur la situation des Albanais de Macédoine. Relevant principalement par le passé de quatre *opštini*, celles de Tetovo, Gostivar, Skopje et Kumanovo, la population albanaise se retrouvait désormais éclatée entre une vingtaine de petites municipalités : dans douze d'entre elles, les Albanais représentaient plus de 95 % de la population ; dans cinq, leur pourcentage se situait entre 75 % et 95 % ; enfin, dans huit autres, entre 50 % et 75 % (Brunnbauer, 2004, p. 153). Du point de vue des représentants de la communauté albanaise, la démarche du gouvernement macédonien avait surtout vocation à réduire l'unité géographique des Albanais à l'ouest de la Macédoine[12]. La réforme du découpage des cir-

12. Les réactions des communautés minoritaires de Macédoine au maillage communal de 1996 doivent aussi se comprendre à la lumière des usages politisés des découpages locaux dans les autres Républiques et régions de Yougoslavie avant 1991, puis dans les États issus des ex-Républiques après 1991. La situation au Kosovo a été suivie avec une attention toute particulière par les Albanais de Macédoine. Sur la gestion politique des territoires dans cette province, voir ROUX, 1992, pp. 397-406 ; HARDTEN, 1996, pp.158-170 ; ROUX, 2002.

conscriptions électorales, impulsée dans le même temps, confortait cette interprétation : alors qu'à l'est de la Macédoine, le découpage épousait étroitement les frontières des unités administratives, dans l'ouest du pays, des efforts avaient été déployés pour qu'aucune voix macédonienne ne soit perdue et le nombre des députés albanais limité (De Rapper, Deslondes, Roux, 2001, p. 46).

Éparpillées, les municipalités voyaient par ailleurs leur champ de compétence sévèrement réduit dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la sécurité sociale et de la culture ; leur influence était virtuellement nulle en matière de développement économique et se cantonnait aux questions d'infrastructures (Todorovski, 2001, pp. 266-274). L'essentiel des impôts collectés au niveau local était en outre reversé au centre. En pratique, la réforme de 1995-1996 accroissait la dépendance des communes par rapport à l'État dont les subventions étaient octroyées sur une base clientéliste et communautaire.

1.2. Les malentendus des années 1990

À la lumière de ces réformes, les Albanais avaient acquis la conviction que la construction étatique macédonienne s'effectuait largement à leurs dépens, la majorité slave cherchant à renforcer son emprise sur l'ensemble du territoire pour faire prévaloir une vision ethnique de l'État macédonien. Paradoxalement, les frustrations et inquiétudes de la majorité slave n'étaient pas moins vives car cette dernière doutait de la loyauté des Albanais envers le nouvel État : n'avaient-ils pas boycotté le référendum sur l'indépendance du 8 septembre 1991 ? Les dirigeants de la communauté albanaise avaient organisé leur propre consultation populaire (jugée illégale par les autorités macédoniennes) les 11 et 12 janvier 1992[13] : 74 % des 276 921 participants s'étaient prononcés en faveur d'une autonomie territoriale au contenu mal défini. Certains responsables albanais avaient alors annoncé la création d'une Région autonome d'Illyrida, un projet sans suite (Lukic, 2003, p. 407).

Des événements interprétés par les Slaves de Macédoine comme autant de « preuves » des désirs sécessionnistes albanais maillent la décennie 1990 : en novembre 1993, les autorités macédoniennes déclaraient avoir découvert des caches d'armes et déjoué un projet de

13. 95,09 % des votants s'étaient alors prononcés en faveur de l'indépendance de la Macédoine. Le taux de participation n'avait été que de 71,65 % en raison du boycott de la consultation électorale par les Albanais.

complot albanais. Plusieurs leaders de la communauté étaient arrêtés, dont le vice-ministre de la Défense, Husein Haskaj[14]. Deux ans plus tard, en février 1995, l'ouverture de l'université privée de Tetovo donnait à craindre la mise en place d'institutions parallèles albanaises sur le modèle de celles instaurées au Kosovo après 1989. Nouvelle alerte au printemps 1997 : les maires albanais de Gostivar et de Tetovo, Rufi Osmani et Alajdin Demiri (tous deux du Parti démocratique albanais, PDSH), décidaient de dresser le drapeau albanais sur le fronton de leur mairie. L'initiative était vue comme une tentative de remise en question des symboles de l'État macédonien et, partant, de l'État lui-même. La crise politique consécutive s'achevait, en juillet 1997, par une violente répression policière des manifestations albanaises organisées à Gostivar et par la condamnation des deux élus locaux à de lourdes peines de prison (Human Rights Watch, 1998).

En novembre 1998, l'avènement d'une nouvelle majorité comprenant les deux formations les plus nationalistes de chaque camp, l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (VMRO-DPMNE) et le Parti démocratique albanais (PDSH), donnait paradoxalement à espérer une amélioration de la coopération intercommunautaire, à tout le moins au niveau central. Une loi d'amnistie était adoptée le 6 février 1999 qui constituait, du point de vue des Albanais, une première avancée. En 1999, le gouvernement élaborait par ailleurs un programme pour le développement local, envisageant une diversification des sources de financement des municipalités et une meilleure association des communautés minoritaires à la décision. Le projet de loi sur l'autogouvernement local, adopté en février 2001, prévoyait un renforcement des compétences des municipalités dans les domaines de la santé, de l'urbanisme et de la construction (Todorovski, 2001, p. 281).

Jusqu'en 2001, ces efforts de rééquilibrages des rapports intercommunautaires se heurtaient cependant à un écueil majeur : l'incapacité du principe majoritaire à accommoder les demandes des minorités. En dépit de la présence d'Albanais au sein du Parlement et au gouvernement, les représentants de la communauté albanaise avaient le sentiment qu'il leur était impossible d'infléchir les décisions prises par la majorité macédonienne-slave. La vingtaine de députés albanais présents au

14. Les avis divergent concernant la réalité du projet. Voir PETTIFER, 2001, pp. 140-151 (qui suggère l'implication d'acteurs extérieurs dans une opération peut-être montée de toutes pièces) et LUKIC, 2003, pp. 408-409 (qui reprend la version des autorités macédoniennes).

Parlement (sur un total de 120) ne pouvait faire adopter de lois sans l'approbation des partis slaves de Macédoine. Au lendemain de l'accession à l'indépendance, la vie politique s'était organisée selon un principe communautaire : les formations albanaises s'affrontaient pour le contrôle des voix albanaises de Macédoine ; les partis slaves faisaient de même au sein de leur communauté. Dans chaque communauté, l'affrontement politique s'était progressivement structuré sur un mode bipolaire : en milieu slave, la ligne de clivage principale passait entre ex-communistes (SDSM) et anti-communistes (VMRO-DPMNE). En milieu albanais, depuis 1993, le Parti pour la prospérité démocratique (PPD, rassemblant une partie des élites formées pendant la période yougoslave et réputé plus modéré) s'opposait au Parti démocratique albanais (PDSH). L'exercice du pouvoir avait pris la forme d'une coalition sans enthousiasme entre Albanais et Slaves de Macédoine ; à chaque alternance, les alliances albano-macédoniennes étaient recomposées sans que soit changée la logique fonctionnelle du système politique. Les partis slaves avaient besoin du soutien électoral de leur allié albanais, un soutien « rémunéré » sous forme de positions au sein de l'appareil d'État et de partages de ressources du pouvoir. Quant aux partis d'opposition, ils cherchaient à compenser par une surenchère verbale la perte temporaire de ressources clientélistes.

1.3. La décentralisation prévue par les accords d'Ohrid

C'est à la lumière de cette décennie de malentendus que les accords d'Ohrid doivent être interprétés. En 2001, les négociateurs internationaux ont fait le pari que les demandes de la communauté albanaise portaient principalement sur des questions de statut et de reconnaissance. En fournissant un cadre légal renforcé à la défense des intérêts individuels et collectifs albanais, ils ont cherché à favoriser une meilleure intégration des Albanais dans la société macédonienne. Pour ce faire, ils ont proposé des réformes en matière de représentation[15] et de statut[16] des communautés

15. Les accords d'Ohrid évoquent la nécessité d'une représentation équitable des membres des communautés minoritaires dans la fonction publique et, tout particulièrement, la police et l'armée.

16. Les changements constitutionnels adoptés le 26 novembre 2001 ont supprimé toute référence à la notion de « nationalité » (*narodnost*). La nouvelle formulation parle des « citoyens de Macédoine, le peuple macédonien comme les citoyens qui vivent à l'intérieur de ses frontières et font partie du peuple albanais, du peuple turc, du peuple valaque, du peuple serbe, du peuple rom, du peuple bosniaque et d'autres prennent en charge la responsabilité pour le présent et le futur de leur patrie » (amendement IV). En parallèle, l'article 48 de la Constitution amendée (amendement VIII) prévoit la libre

minoritaires, d'usage des langues[17], d'enseignement[18] et d'organisation territoriale. En échange, l'Armée de libération nationale (*Ushtria Çlirimtare kombëtare*) qui, pendant six mois, s'était heurtée aux forces de l'ordre macédonienne a accepté de démanteler ses structures ; par ailleurs, l'unité et la souveraineté de l'État macédonien ont été réaffirmées.

Du point de vue qui nous concerne ici, deux réformes sont essentielles. La première porte sur l'introduction au Parlement du principe de la double majorité (de l'ensemble des députés *et* des députés des communautés minoritaires) pour les mesures relatives à l'autogouvernement local (découpage territorial, statut de Skopje, financement des municipalités, amendement XVI, al.1), à la culture, l'usage des langues, l'éducation, les documents personnels et l'utilisation des symboles (amendement X, al. 2), ainsi que pour l'élection des membres de la Cour constitutionnelle et du garde des sceaux (amendements XV et XI). Il s'agit d'un effort, sans précédent en Macédoine, pour pallier les limites de la représentation politique évoquées plus haut dans un contexte où coexistent des communautés au poids numérique inégal. La seconde mesure est relative à la décentralisation : les accords d'Ohrid ont prévu une nouvelle loi sur l'autogouvernement local « qui renforce les pouvoirs des élus locaux et élargit substantiellement leurs compétences en conformité avec la Constitution (...) et la Charte européenne de l'autogouvernement local, et en reflétant le principe de subsidiarité en vigueur dans l'Union européenne ». Est également exigée l'adoption d'une loi sur le financement du gouvernement local. Enfin, les accords envisagent une révision du découpage municipal dans l'année qui suit la conduite d'un recensement sous supervision internationale (prévu pour la fin 2001, il s'est déroulé en novembre 2002) et en précisent les modalités d'élaboration : « la révision des frontières municipales sera effectuée par les autorités locales et nationales avec une participation internationale ».

(Suite de la note 16) expression des appartenances nationales et une représentation « adaptée et équitable » des citoyens des diverses communautés dans les organes de l'État et les institutions publiques. Voir http://www.president.gov.mk/prilozi/dokumenti/165/Constitution%20of%20RM.pdf [consulté le 12 septembre 2004].

17. Les langues parlées par plus de 20 % de la population totale ou de la population d'une municipalité sont considérées comme une seconde langue officielle, utilisable dans l'administration et la justice (amendement V).

18. Les principaux changements concernent la légalisation de l'Université de Tetovo (janvier 2004) et la création de l'Université pour l'Europe du Sud-Est financée en partie par l'Union européenne et où les enseignements sont dispensés en anglais, en albanais et en macédonien.

La Loi sur l'autogouvernement local, adoptée sous la pression internationale le 24 janvier 2002[19], confère aux municipalités des compétences nouvelles dans le domaine du développement économique local, de l'urbanisme, des infrastructures communales, du financement des écoles primaires et secondaires, ainsi que dans la gestion des institutions médicales. Mais ce n'est qu'un an plus tard que la question de l'organisation territoriale est abordée : au printemps 2003, une Commission pour la révision du découpage territorial, composée d'experts locaux, de représentants des partis et de consultants internationaux, propose de ramener à 50 le nombre des municipalités. Comme en 1995-1996, la question est immédiatement politisée : les désaccords se polarisent autour de l'avenir de Struga, de Kičevo et de Skopje. En décembre 2003, le gouvernement adopte un projet de découpage en 62 municipalités qui se veut de compromis[20] : à Skopje, la barre des 20 % n'est pas franchie ; Kondovo et Saraj sont fondues en une seule municipalité qui porte le nom de Saraj mais n'est pas rattachée à la capitale. Kičevo, en revanche, se voit adjoindre les villages à majorité albanaise de Zajas et Oslomej ; enfin le village de Velešta est incorporé à Struga. Le projet est pourtant contesté, en particulier dans les municipalités dont l'existence est remise en question : une quarantaine d'entre elles organise des référendums locaux dont le pouvoir central décide de ne pas tenir compte.

Obtenu de haute lutte et avec le concours des médiateurs internationaux, le compromis du 15 juillet 2004 montre que les élus locaux slavo-macédoniens ont été dans une large mesure entendus : le chiffre de 80 municipalités annoncé à cette date est largement supérieur aux 62 municipalités proposées par le pouvoir exécutif six mois plus tôt. Côté albanais, ces discussions supplémentaires n'ont pas été inutiles non plus : à Skopje, les négociateurs du BDI ont obtenu une issue plus favorable à celle envisagée dans le texte de décembre 2003. Par contre, à Struga, ils ont dû accepter d'exclure de la nouvelle municipalité la commune de Vevčani, étrange « enclave » au cœur de l'*opština.* Enfin, à Kičevo, autre recul, le *statu quo* doit être maintenu pendant encore quatre ans. La loi votée le 11 août introduit par ailleurs quelques retouches finales : quatre municipalités supplémentaires sont finalement maintenues (Centar Zupa, Zelenikovo, Lozovo et Zrnovci), portant le total à 84.

19. Voir le texte de la loi en macédonien à l'adresse : http://www.decentralizacija.org.mk/documents/74/Slvesnik-br-5-02%20lsok.doc [consulté le 23 septembre 2004].
20. Voir « Parliament Starts Debate on Draft Territorial Organization Law », *Daily News Service, Macedonian Information Centar*, 12 février 2004.

Que penser de cette réforme du découpage territorial ? La première remarque concerne le financement de la décentralisation. L'enjeu, décisif, a paradoxalement reçu peu d'attention dans les media macédoniens et la classe politique. Assurément, la loi sur le financement des municipalités du 14 août accorde à ces dernières une autonomie financière nouvelle : dorénavant, les municipalités réalisent leur budget sur la base des subventions allouées par l'État, de nouveaux financements décentralisés et de leurs revenus propres. Fait inédit, les communes sont responsables de la collecte des impôts au niveau local, une tâche auparavant assurée par les branches régionales du Ministère des finances. Toutefois, il n'est pas certain que les montants alloués suffisent à assumer l'ensemble des tâches confiées : les municipalités peuvent disposer des revenus issus de la collecte des taxes administratives et communales mais seuls 0,5 % de l'impôt sur les revenus et 1 % de la TVA leur sont attribués depuis le 1er janvier 2005. Au terme de 24 mois, la part de la TVA reversée aux communes pourrait être portée à 2,5 % après évaluation de la situation financière des municipalités et de l'avancement de la réforme[21].

Faut-il par ailleurs voir dans les délimitations des municipalités retenues la résultante de calculs « ethniques » ? L'interrogation est sans doute mal formulée. Car le débat sur les rationalités économique et/ou ethnique des découpages n'est pas nouveau : la préparation de la loi sur le maillage municipal de 1996 avait suscité des discussions similaires... et provoqué un retard de deux ans sur le calendrier originellement prévu. En 2004 comme en 1996, les négociations ont fait intervenir un dosage plus ou moins heureux entre variables économiques (la nécessité d'éviter une démultiplication de petites municipalités dépourvues de ressources et d'assurer une plus grande coordination des initiatives économiques) et logiques communautaires. L'émiettement des zones à forte concentration de population albanaise, observable depuis 1996, n'a pas totalement disparu. Ainsi, dans la région de Struga, les dirigeants du SDSM ont-ils insisté pour que la route qui conduit à la frontière avec l'Albanie et la zone de l'aéroport restent dans une municipalité à majorité slave. De la même façon, à la municipalité de Mavrovo a été incorporée une frange de Gostivar, jusqu'alors à dominante albanaise, en vue d'éviter une trop forte concentration de peuplement albanais. À Skopje, le travail d'ingénierie territoriale n'a pas été moins intense : avec l'extension de la commune de

21. Pour plus de précisions, voir « Žestoko vo javnosta, glatko vo parlementot » (Brutalement dans la société, aisément au Parlement), *Nova Makedonija*, 23 juillet 2004.

Čair vers le centre de la ville, la rivière du Vardar apparaît de plus en plus comme une limite départageant les zones à majorité albanaise (au nord) et à majorité slave (au sud). Mais le quartier de l'université et celui de la tour de la télévision nationale, pourtant situés au nord du Vardar, restent partie intégrante de la municipalité de Centar.

Reste, dès lors, à élucider les raisons de la mobilisation sociale sans précédent provoquée par l'annonce du projet. Les acteurs locaux savaient, depuis la signature des Accords d'Ohrid, que la Macédoine s'engageait sur la voie de la décentralisation et qu'après la tenue d'un recensement, il serait procédé à une nouvelle délimitation des municipalités. La loi sur l'autogouvernement local de janvier 2002, objet de tractations extrêmement serrées, avait posé les jalons de la présente réforme. Une étude des discours des acteurs politiques et sociaux aidera à mieux comprendre les significations revêtues par le découpage territorial et la manière dont les questions de frontières internes touchent aux représentations de l'État et de la nation.

2. LE DISCOURS DES ACTEURS : LES ENJEUX DU NOUVEAU MAILLAGE COMMUNAL

Avant de procéder à l'analyse, une remarque sur la portée des discours s'impose ou, plus spécifiquement, sur les liens entre imaginaires et pratiques politiques. Intervenant à mi-mandat et à quelques semaines des élections municipales originellement fixées au 17 octobre 2004, la réforme du découpage municipal ne pouvait manquer d'être politisée. L'annonce de l'organisation d'un référendum, le 7 novembre, a encore plus étroitement lié calculs électoraux et réflexions sur l'avenir du pays. Mais ce contexte particulier ne devrait pas inciter à traiter avec moins d'attention les discours des acteurs dans la mesure où ils reflètent assez justement la gamme des argumentaires disponibles et mettent en jeu des imaginaires de la nation, des frontières et des rapports intercommunautaires qui s'inscrivent dans la durée. En Macédoine, la tentation a souvent été grande de considérer les rhétoriques des élites partisanes comme de simples instruments abdiqués ou remaniés en fonction des opportunités politiques. On rappelle ainsi volontiers que le PDSH et le PPD albanais ont successivement choisi la voie de la radicalité quand ils étaient dans l'opposition avant de nuancer leur propos une fois au pouvoir. Mais disqualifier ces rhétoriques reviendrait à oublier que la scansion des messages politiques est susceptible d'avoir des conséquences durables sur les

perceptions de l'Autre. Les discours ont, faut-il y insister, des fonctions performatives, *a fortiori* lorsqu'ils viennent réactiver un réservoir d'imaginaires sociaux déjà utilisé en d'autres circonstances.

2.1. CONTESTATION ET POLARISATION DE LA SOCIÉTÉ MACÉDONIENNE

Le texte promu par la majorité gouvernementale a polarisé la société macédonienne comme rarement décision du pouvoir exécutif l'avait fait depuis 1991. L'élan de protestation a en effet dépassé la seule classe politique pour englober l'Académie des sciences, les milieux universitaires et journalistiques, ainsi que plusieurs ONG. Parmi ces dernières figuraient des structures connues pour leur orientation nationaliste, à l'instar du Congrès macédonien mondial de l'ancien député Todor Petrov[22]. La mobilisation a également été animée par la puissante ONG, *Evrobalkan*, que dirige la constitutionnaliste Gordana Siljanovska-Davkova, professeur à la Faculté de droit de Skopje et ancien ministre (1992-1994, SDSM) en charge de la rédaction de la loi sur l'autogouvernement local de 1995. Dans la classe politique, la distribution des rôles était plus facile à anticiper : la VMRO-DPMNE de Nikola Gruevski a pris la tête de l'opposition, suivie par une coalition de petits partis regroupés sous le label de « Troisième voie », le Parti libéral (LP) de Stojan Andonov, ancien président de l'Assemblée nationale (1998-2002), et le Parti socialiste (SPM) de Zoran Vitanov. L'ancien Premier ministre, Ljubčo Georgievski (1998-2002), réputé pour ses convictions nationalistes, s'est retrouvé dans une position plus délicate après avoir échoué à reprendre la direction de la VMRO-DPMNE et annoncé, le 4 juillet 2004, la création d'une VMRO-Parti populaire. Côté albanais, le principal parti d'opposition, le Parti démocratique albanais d'Arbën Xhaferi, a également marqué son désaccord avec le projet.

De façon plus surprenante, toutefois, l'Alliance social-démocrate au pouvoir n'est pas parvenue à faire taire les dissensions apparues en son sein. La direction de la branche de Struga a dû être remaniée dans la hâte au mois de juillet. Le député Tito Petkovski, ancien candidat SDSM aux élections présidentielles de 1999, qui s'était alors distingué par une rhétorique très anti-albanaise, a refusé de voter le texte sur la décentralisation. L'ancien ministre de l'Intérieur et ministre des Affaires étrangères,

22. Todor Petrov s'était fait remarquer au début des années 1990 en organisant des rassemblements et barricades sur la route menant vers la Grèce pour protester contre le refus par la Grèce de reconnaître le nom et les symboles de l'État de Macédoine. En 2001, il avait récidivé avec des barrages à la frontière entre la Macédoine et le Kosovo.

Ljubomir Frčkoski (SDSM), a pareillement rejoint le camp des opposants. La direction du BDI, elle non plus, n'est pas sortie indemne de la querelle sur la décentralisation : à Kičevo, les structures locales ont protesté contre le report du rattachement de Zajas et Oslomej à la municipalité ; des conflits de personnes sont également apparus à Struga.

La contestation du découpage territorial a porté aussi bien sur les modalités de négociation du compromis que sur son contenu. C'est d'abord le secret ayant entouré les tractations entre le SDSM et le BDI qui a été dénoncé par l'opposition politique et la « société civile » : ainsi le Comité Helsinki macédonien a-t-il fait paraître un communiqué de presse rappelant que « la décentralisation devrait commencer et s'achever par la participation active des citoyens... Les autorités compétentes devraient prendre en considération des intérêts opposés des citoyens et réexaminer une nouvelle fois les critères retenus pour les découpages territoriaux »[23]. L'organisation d'une consultation populaire a été, de ce point de vue, envisagée comme une victoire de la société (*javnost*) sur une classe politique perçue comme arrogante et autiste. La critique des modalités d'obtention de l'accord a parfois aussi touché au rôle de la communauté internationale en Macédoine : l'ingérence des Occidentaux dans les affaires macédoniennes avait déjà été dénoncée au moment de la négociation des accords d'Ohrid (Brunnbauer, 2004, pp. 153-157). Dans la mesure où elle était défendue par ses promoteurs comme un préalable à l'ouverture de discussions sur une future adhésion de la Macédoine à l'Union européenne et à l'OTAN, la loi sur le découpage municipal est apparue comme fournissant une n-ième illustration de l'interférence des Occidentaux et de la trahison des intérêts nationaux au nom d'une perspective d'intégration euro-atlantique incertaine. Le commentaire de l'hebdomadaire *Makedonsko sonce* (proche de la VMRO-DPMNE) est de ce point de vue éclairant : « Ceux qui sont au pouvoir prétendent qu'avec cette avancée, les euro-intégrations seront à notre portée mais il semblerait bien que les citoyens macédoniens réagissent de manière juste parce qu'ils sont plus lucides sur le fait que, dans un futur proche, non seulement nous ne serons pas en Europe, mais sur la carte de la Vieille dame, il n'y aura bientôt plus de Macédoine ! » (Mitevska & Stojčev, 2004, p. 19).

23. Cité dans Osservatoro sui Baolcani (2004), « Macédoine : la société civile se mobilise contre la décentralisation », 1er septembre, traduit de l'italien par *Le Courrier des Balkans*, à l'adresse : http://www.balkans.eu.org/article4563.html [consulté le 15 septembre 2004].

Illégitime dans la forme, l'accord du 15 juillet est aussi inacceptable sur le fond – les deux argumentaires sont d'ailleurs souvent très étroitement corrélés dans la rhétorique des opposants au découpage. En témoigne l'argumentation développée par les signataires du « Manifeste de juillet », promu par plusieurs académiciens (dont Blaže Ristovski, Božin Pavloski, Nikola Kljusev), des universitaires ayant joué un rôle en politique (tel Ljubomir Frčkoski), la VMRO-DPMNE, l'Alliance démocratique, la Troisième voie et le député indépendant Trifun Kostovski : « Nous nous prononçons pour que la société soit appelée à problématiser la façon dont ont été introduites les mesures liées à l'organisation territoriale, laquelle doit être l'élément essentiel du processus démocratique en Macédoine et non pas l'instrument de partages internes (*vnatrešni delbi*) et de confrontations [...] La structure nationale d'un plus grand nombre de communes et de Skopje se transforme artificiellement, de sorte qu'au lieu de s'harmoniser, les relations multiethniques se complexifient radicalement »[24].

Le titre du forum de discussion retenu par la chaîne de télévision macédonienne A1 sur son site Internet résume bien le dilemme : « Le nouveau découpage, un pas vers la cantonisation ou vers l'intégration ? »[25]. Dans la vision de la majorité macédonienne, le maillage communal trahit d'abord un mode de pensée « ethnique » et non pas « citoyen ». L'opposition entre une vision « ethnique » et « citoyenne » de la nation est très présente dans le discours des Slaves de Macédoine depuis les années 1990, alors que la Constitution de 1991 avait retenu une vision « ethnique » du peuple macédonien et de l'État. En demandant l'application de droits collectifs, les Albanais défendraient une vision passéiste et rétrograde de la Nation susceptible d'entraîner la Macédoine vers une conflictualité toute balkanique.

Surtout, obéissant à une logique ethnique, le découpage poserait les jalons d'une remise en question de l'unité et de l'intégrité territoriale du pays. Telle a notamment été l'approche défendue par Vasil Tupurkovski, le leader de l'Alternative démocratique : « Avec son projet anti-étatique, [le pouvoir] ouvre grand les portes à des attaques contre l'intégrité territoriale de la République de Macédoine à un moment où, à travers l'indépendance du Kosovo, des transformations géopolitiques consi-

24. Extraits cités dans « Site zaedno za Makedonija » (Tous ensemble pour la Macédoine), *Dnevnik*, 21 juillet 2004.
25. Le forum de discussion est disponible sur le site de A1 à l'adresse : http:// www.a1.com.mk/ [consulté le 22 juillet 2004].

dérables interviendront dans les Balkans »[26]. Pavle Trajanov, président de l'Alliance démocratique, va plus loin encore dans la dramatisation des événements :

> « J'ai bien l'impression que ce découpage est le dernier parce qu'il met un terme à des siècles d'efforts des révolutionnaires macédoniens, des combattants du mouvement de libération nationale (NOB, *Narodnooslobоditelnata borba*) et des défenseurs de la cause macédonienne pour une Macédoine souveraine (...). Je ne sais pas pourquoi Crvenkovski ne veut pas comprendre ce que veut dire la frontière (*granica*) entre les Macédoniens et les Albanais en Macédoine et comment elle se répercutera sur la situation de l'État macédonien. La réponse est tout à fait claire et univoque : le peuple macédonien va se retrouver sans État »[27].

Les déclarations des opposants au découpage suggèrent ainsi l'existence d'un engrenage infernal conduisant, à terme, à un « nettoyage ethnique » des régions à majorité albanaise. L'ancien Premier ministre, Ljubčo Georgievski (VMRO-DPMNE), est au nombre de ceux qui défendent ce point de vue :

> « De manière générale, le nouveau découpage territorial a une seule fonction – le nettoyage ethnique des territoires des Macédoniens – et nous, malheureusement, n'en serons que les témoins impuissants »[28].

La décentralisation serait, de la sorte, le prélude à une demande d'autonomie territoriale, puis à une fédéralisation de l'État et enfin à une sécession albanaise. Et comment accepter la perspective de nouvelles pertes territoriales ?

L'opposition au projet de découpage territorial n'est toutefois pas l'apanage des seules forces politiques macédoniennes-slaves. Elle a également bénéficié du soutien actif du principal parti d'opposition albanais, le Parti démocratique albanais (PDSH)[29]. Ici, le contre a été élaboré en deux temps. Dans un premier temps, Arbën Xhaferi, le leader du PDSH, a cherché à limiter la portée du nouveau découpage territorial en soulignant que le projet ne faisait que rétablir la situation d'avant 1996 et qu'il ne pouvait s'agir en aucune façon d'une avancée en matière de promotion des intérêts albanais. Plus grave, il devait conduire à la création « d'enclaves macédoniennes » en zone albanaise (Hajdari, 2004). La perspective

---

26. Intervention de V. Tupurkovski citée dans MITEVSKA & STOJČEV, 2004, p. 20.
27. Intervention de P. Trajanov, citée dans MITEVSKA & STOJČEV, 2004, pp. 20-21.
28. Cité dans MITEVSKA & STOJČEV, 2004, p. 21.
29. Après avoir quelque temps hésité sur la position à adopter, le Parti pour la prospérité démocratique (PPD) a finalement décidé de se rallier à la position du BDI sur le référendum. Voir « Q.Aliu : Dalja në referendum është miopi politike » (Q. Aliu : la participation au référendum est une myopie politique), *Flaka*, 18 septembre 2004.

d'un référendum sur le découpage territorial lui a fourni l'occasion, dans un second temps, de rappeler sa conviction – déjà énoncée à plusieurs reprises en 2002 et 2003[30] – selon laquelle la coexistence multiethnique, au fondement des accords d'Ohrid, était vouée à l'échec comme le sont toutes les tentatives similaires à travers les Balkans. Dans cette région, le processus de construction stato-national ne serait pas achevé et rien ne saurait prévenir l'accomplissement de cette dynamique historique. Le 28 août, à Tetovo, A. Xhaferi a ainsi rappelé : « Je considère le référendum comme un droit démocratique des citoyens, même s'il est organisé sur une base ethnique. Son résultat, toutefois, dira si les Macédoniens veulent vivre avec les Albanais »[31]. Le 17 septembre, son parti s'est prononcé en faveur d'une participation des électeurs albanais au référendum avant de revenir sur cette position quelques jours plus tard, en partie sous la pression occidentale.

Une troisième série d'acteurs politiques et sociaux – les « petites minorités » – a également tenté de faire entendre ses désaccords sur le nouveau maillage communal et l'ordre bipolaire qu'il semblait devoir instaurer. Le conflit de 2001 et la signature des Accords d'Ohrid ont en effet accéléré le processus de polarisation des rapports intercommunautaires autour des deux principales communautés que compte le pays, à savoir les Macédoniens-Slaves et les Albanais. Et ce, au détriment de minorités au poids démographique plus modeste comme les Turcs (3,85 % selon les résultats du recensement de novembre 2002), les Roms (2 ,66 %), les Serbes (1,78 %) et les Valaques (0,48 %)[32]. Si l'introduction de la règle des 20 % – seuil nécessaire à la reconnaissance d'une langue comme langue officielle dans une municipalité donnée – n'est pas sans implication pour certaines d'entre elles, à l'instar des Roms qui, dans la

30. Lire à ce sujet, « Arben Xhaferi : Les États multiethniques ne sont pas une solution », *Java*, 24 avril 2003, traduit dans *Le Courrier des Balkans*, sur Internet à l'adresse : www.balkans.eu.org/article3009.html [consulté le 15 septembre 2003]

31. Voir « Xhaferi: Referendum Will Show if Macedonians Want to Live Together with Albanians », *Daily News Service, Macedonian Information Centar*, 26 août 2004.

32. L'annonce des résultats du recensement avait d'ailleurs suscité une protestation de la part des leaders de la communauté turque et de la communauté valaque, qui jugeaient les données obtenues inférieures à leur poids démographique réel au sein de la société. La sous-estimation du poids démographique des Valaques dans la société macédonienne pourrait toutefois également s'expliquer par les vécus complexes de cette identité. Comme le montre Jean-François Gossiaux, « l'identité valaque n'a historiquement jamais été – de manière massive – objet de revendication, l'entité valaque n'a jamais été constituée en sujet politique ». De sorte qu'il est possible d'afficher une identité valaque sans la concevoir comme identité nationale substituable à l'appartenance macédonienne. Voir GOSSIAUX, 2002, pp. 172-173.

municipalité de Šuto Orizari (dans la banlieue de Skopje) sont en majorité, les petites minorités de Macédoine se trouvent contraintes de « choisir » leur camp. Le sentiment de mal-être est particulièrement prononcé au sein des communautés roms et turques. L'une comme l'autre partagent, avec les représentants de la minorité albanaise, une confession musulmane ; la crainte de connaître un processus d'albanisation à travers la religion n'en est parfois que plus vive. Le volontarisme et les fluctuations conjoncturelles de la politique de la République socialiste de Macédoine en matière d'identification ethnique des nationalités n'avaient guère contribué à clarifier les relations entre appartenances religieuses, linguistiques et ethniques[33]. Depuis les années 1980, cependant, les risques d'une « albanisation silencieuse » des musulmans non-albanophones de Macédoine avaient été dénoncés par les autorités macédoniennes comme par certains représentants des communautés turque, *torbeš* (Slaves musulmans) et rom. L'émergence de conflits pour le contrôle des institutions religieuses musulmanes avait encore accentué ces tensions (Clayer, 2000, pp. 207-210).

À l'occasion des élections parlementaires de septembre 2002, les partis des petites communautés avaient pour la plupart rejoint la coalition dirigée par le SDSM, « Ensemble pour la Macédoine » (*Zaedno za Makedonija*) qui comprenait le Parti démocratique des Turcs (2 sièges), la Ligue démocratique des Bochniaques (1 siège), le Parti uni des Roms de Macédoine (1 siège), le Parti démocratique des Serbes (1 siège) et l'Union démocratique des Valaques (0 siège). L'annonce du découpage n'en a pas moins suscité quelque mécontement parmi les représentants de ces formations associées à l'actuelle majorité : certains représentants turcs ont ainsi dénoncé une négociation non démocratique proposant une lecture réductrice de la diversité de peuplement en Macédoine. Ils se sont élevés contre la division artificielle des zones d'habitation turque en Macédoine : ainsi, pour Kenan Hasipi, du Parti démocratique des Turcs, « les Turcs vont perdre les deux municipalités où le turc était la langue officielle (*služben*) », et il refuse que ce changement soit perçu comme

33. Ainsi, le climat de suspicion envers les Turcs en 1948 – ils étaient soupçonnés de servir les intérêts de la Turquie pro-occidentale – avait incité une partie des représentants de la communauté à s'inscrire comme Albanais lors du recensement de 1948. Un processus inverse a eu lieu après la rupture de la Yougoslavie avec l'Albanie, qui s'est reflété par la baisse de la part des Albanais dans la population de Macédoine en 1953. Entre 1953 et 1966, l'émigration en direction de la Turquie des populations musulmanes de Yougoslavie a été encouragée, ce qui a incité un certain nombre de musulmans non turcs à s'inscrire comme Turc en vue de quitter le pays. Ces assignations identitaires changeantes sont décrites dans POULTON, 2001, pp. 117-119.

une « perte collatérale »[34]. De la même façon, certains responsables de la communauté rom, à Šuto Orizari, ont exprimé leurs inquiétudes devant l'extension de la municipalité voisine de Čair et le risque que la croissance démographique des Albanais résidant au nord du Vardar ne finisse par se traduire par un déplacement de l'habitat albanais vers la seule municipalité rom que compte le pays[35].

2.2. La réponse des autorités

Face à cette contestation plurale, comment le pouvoir central a-t-il cherché à défendre son projet ? Premièrement, en le présentant comme partie intégrante du compromis d'Ohrid approuvé par les autorités macédoniennes pour prévenir un conflit ethnique plus grave encore. Deuxièmement, en insistant sur le fait que tout retard dans la décentralisation risquait de nuire aux ambitions euro-atlantiques de la Macédoine. Enfin, la dimension « ethnique » du référendum – source d'accentuation des tensions intercommunautaires – a été dénoncée par le président de la République, Branko Crvenkovski. Le 16 juillet 2004, il déclarait ainsi :

> « Je suis sûr que la pire solution serait le report des lois et des élections, le blocage de la décentralisation et de l'accord cadre et la remise en question de notre intégration dans l'Union européenne et dans l'OTAN. Ce prix, la République de Macédoine ne peut se permettre de le payer. [...] Tous ceux qui échauffent et utilisent les passions nationales, renforcent les tensions ethniques et l'incompréhension entre communautés, travaillent directement contre les intérêts de la Macédoine. Dans ce débat, on rencontre très souvent l'argument selon lequel, au cours des négociations et dans la définition de la proposition de décision, auraient dominé les moments ethniques. Je suis d'accord avec cette évaluation. Mais, en même temps, je veux souligner [le point suivant] : la décentralisation est la partie la plus importante de l'accord cadre et cet accord a été fait pour empêcher un conflit ethnique et pour résoudre, par son contenu, des demandes ethniques. [...] D'ailleurs, regardons la vérité en face et reconnaissons-le : les référendums dans nos environnements ethniquement mélangés ont été organisés sur une base ethnique et non pas globalement civique [*opštoga*ž*danska*]. [...] D'après moi, la question décisive derrière ces argumentations ouvertes ou ces alibis est « y a-t-il ou non une confiance entre nous » ? [...] si les Macédoniens ne veulent pas vivre dans une municipalité où les Albanais sont en majorité, alors comment allons-nous convaincre les Albanais de vivre dans un pays où les Macédoniens sont en majorité ? Si les Macédoniens et les Albanais ne peuvent vivre ensemble dans une municipalité, alors ils ne peuvent vivre ensemble dans un État »[36].

34. Pour la source, voir note 21.
35. Communication du journaliste, Sébastien Daycard-Heid, de retour de mission en Macédoine, 5 octobre 2004.
36. Voir « Decentralizacija » (Décentralisation), 16 juillet 2004, intervention de B. Crvenkosvki à l'adresse : http://www.president.gov.mk/info.asp?SectionID=4&InfoID=181#top [consulté le 15 septembre 2004].

Côté albanais, les représentants du BDI d'Ali Ahmeti ont réaffirmé le désir des Albanais d'être des citoyens loyaux de la Macédoine. Dans une lettre ouverte publiée dans la presse en macédonien et en albanais, le 19 juillet, A. Ahmeti a également rappelé qu'en 2001 les projets de partition territoriale avaient été le fait non des représentants de la minorité albanaise, mais bien du parti au gouvernement, la VMRO-DPMNE[37], ainsi que de l'Académie des sciences[38] :

> « Le principe central en fonction duquel les négociations ont été conduites a précisément été la défense de l'intégrité de l'État et le fait que des décisions territoriales ne sont pas prévues pour répondre à des demandes ethniques. Ces principes de l'Accord d'Ohrid font partie de la Constitution de la République de Macédoine. Par ailleurs, le partage de la Macédoine était un projet qui m'a été proposé précisément au moment du conflit de l'année 2001. Et ce projet n'était pas un acte amateur, il était soutenu et encouragé précisément par l'élite politique au pouvoir, les plus hauts intellectuels et les structures universitaires que sont l'Académie des sciences et des arts. Je l'ai dit alors et je répète aujourd'hui que le partage de la Macédoine n'est pas une solution et que nous ne la soutenons pas [...]. Ceux qui ont voulu partager [*ndajnë*] la Macédoine en 2001 veulent aujourd'hui diviser [*ndajnë*] les citoyens de Macédoine ! [...]. Au contraire, je suis un adepte vigoureux de l'abolition [*heqjes*] des frontières et de l'intégration des citoyens dans le cadre de la société dans laquelle ils vivent »[39].

L'organisation d'un référendum a été, quant à elle, dénoncée comme une formule mono-nationale ne pouvant apporter une réponse constitutionnelle à la question du découpage municipal et risquant de fragiliser le compromis de 2001 : les accords d'Ohrid n'avaient-ils pas, à travers l'adoption de la règle de Badinter, vocation à interdire la prise de mesures touchant directement les droits et intérêts des communautés minoritaires sans leur consentement ? (Saliu, 2004). Ainsi, pour le rédacteur en chef de l'hebdomadaire de langue albanaise, *Lobi*, Iso Rusi :

> « Dans le cas de la Macédoine, [...] si le référendum est compris comme la seule possibilité pour la majorité d'imposer des solutions inacceptables à la minorité en la contournant par le vote, j'ai peur que cela n'apporte plus de mal que de bien à l'État et à

---

37. À plusieurs reprises depuis la signature des Accords d'Ohrid, l'ancien Premier ministre de la VMRO-DPMNE, Ljubčo Georgievski, et son ancien partenaire de coalition albanais, Arbën Xhaferi, se sont prononcés en faveur d'une division de la Macédoine ; cf. PETRUSEVA, 2003.

38. En juin 2001, G. Efremov, le directeur de l'Académie des sciences et des arts de Macédoine, avait supervisé la publication d'un mémorandum recommandant la partition du pays, les régions de Tetovo et Gostivar revenant au Kosovo et à l'Albanie, tandis que la région de Pogradec, au sud de l'Albanie, aurait été octroyée à la Macédoine. Il a été par la suite contraint à démissionner ; MALIQI, 2001.

39. Sur Internet en albanais à l'adresse : http://www/bdi/org.mk/rubrikat/lajme_detale.asp?Lajmi_ID=11 [consulté le 10 septembre 2004].

> la société dans son ensemble. [...] Si le référendum sur le rétablissement de l'ancienne organisation territoriale réussissait, cela signifierait *de facto* une révision des accords d'Ohrid et des amendements constitutionnels adoptés en vertu de l'accord [...] D'un autre côté, si la nouvelle organisation territoriale est principalement critiquée en raison de l'influence dominante du principe ethnique dans le découpage des frontières ethniques, les efforts pour le contrecarrer conduisent au même effet. L'initiative d'appeler un référendum pour rétablir l'ancienne organisation territoriale a revêtu des dimensions ethniques dès le début. Sur un plan politique, l'initiative est guidée par ceux qui veulent obtenir une influence dominante sur les Macédoniens ethniques. Le facteur sous-jacent de cette initiative est l'insatisfaction devant le fait que les Albanais ont trop obtenu [...]. Le leitmotiv est le salut de la patrie, le salut de la Macédoine, malheureusement comprise comme la patrie et la Macédoine des Macédoniens » (Rusi, 2004).

La confrontation entre ces deux manières de prendre position par rapport aux accords d'Ohrid suggère plusieurs remarques. Une partie de la rhétorique est commune aux divers protagonistes mais elle fonctionne en miroir : la notion de l'intégration est présente dans la plupart des discours (si l'on exclut ceux d'A. Xhaferi) mais ce sont deux cheminements différents vers une meilleure intégration qui sont proposés avec, d'un côté, un appel à une pleine réalisation de l'appartenance communautaire comme prélude à une identification à l'État et, de l'autre, une intégration recherchée dans une vision en quelque sorte jacobine de l'État où les appartenances communautaires sont appelées à s'effacer devant un sentiment civique partagé. La vision ethnicisée de l'appartenance nationale n'est pourtant jamais totalement abdiquée dans le discours des opposants slaves au nouveau partage territorial : elle est appliquée de manière sélective à la nation dominante et transparaît principalement dans les discussions relatives à la macédonité et à la terre macédonienne. Tout se passe comme si l'on pouvait observer un va-et-vient entre les divers registres d'énonciation de la nation (lecture « civique » et lecture « ethnicisée ») en fonction de l'interlocuteur et de la problématique soulevée.

De la même façon, l'Union européenne sert de référent de légitimation dans l'ensemble des interventions. Mais il se décline différemment en fonction de la position à défendre : ainsi, chez les opposants au découpage territorial, l'Europe est également présente mais, cette fois, à travers l'affichage d'un désir de revalorisation de la volonté populaire et des fondements démocratiques de l'art de gouverner. C'est, par exemple, notamment au nom d'un principe démocratique éminemment européen que Gordana Siljanovska-Davkova a formulé sa critique du projet de découpage territorial tout en appelant, le 28 juillet, à la création d'un Mouvement civique de Macédoine destiné à approfondir la démocratisa-

tion de la Macédoine[40]. Ce va-et-vient entre logiques de légitimation européenne et démocratique a connu divers tissages depuis 2001, à chaque étape de la négociation au Parlement des textes législatifs liés à la mise en œuvre des accords d'Ohrid. Et la nécessité d'être démocrate et/ou européen a servi, avec une étonnante flexibilité, à légitimer des mesures opposées. Sur d'autres points, en revanche, nous sommes bien en présence de grilles de lecture distinctes de l'État, de la nation et des frontières. Ce sont ces perceptions de l'appartenance nationale et de la place du territoire dans les projets étatique et national que l'on va essayer à présent de considérer plus en détail.

3. LES SYMBOLIQUES ET PRATIQUES DE LA FRONTIÈRE : CONSTRUCTIONS NATIONALES MACÉDONIENNE ET ALBANAISE

En dernier ressort, les réactions suscitées par l'annonce du nouveau plan de découpage municipal doivent se comprendre à la lumière des trajectoires croisées de construction nationale macédonienne et albanaise, ainsi que des rapports particuliers tissés entre marqueurs d'appartenance nationale et territoire dans chaque communauté. Le parcours macédonien se distingue de trois façons : premièrement, la nation, entendue comme ensemble collectif porteur de sens et d'allégeance, y est perçue comme éminemment fragile et menacée. Toute mesure politique à destination des communautés minoritaires est ainsi évaluée à l'aune de ses effets anticipés sur l'intégrité de la nation et du territoire macédoniens. Fragile, l'identité macédonienne s'est en deuxième lieu construite grâce au rôle actif des structures d'abord républicaines (à l'époque de la Fédération yougoslave) puis étatiques. État et nation sont dès lors vécus comme deux notions inséparables. L'extrême dépendance par rapport à l'État dans la production et l'entretien du sentiment d'appartenance nationale rend délicats, aux yeux des élites dirigeantes macédoniennes-slaves, les compromis qui touchent à l'organisation de l'État, à l'administration des territoires ou des populations. Enfin, la frontière est envisagée après l'éclatement de la Yougoslavie non comme une zone de franchissement mais comme une fermeture nécessaire, seule à même de préserver la macédonité. Le sentiment d'impuissance des autorités macédoniennes à garantir la pleine étanchéité des frontières, avec le Kosovo notamment,

40. Voir « New Movement Demands More Democracy in Macedonia », *RFE/RL Newsline*, 8(143), partie II, 29 juillet 2004.

renforce l'insécurité de la majorité. Si les discours et revendications des Albanais de Macédoine sont accueillis avec tant de réserves, voire d'hostilité, c'est précisément parce qu'ils sont vus comme posant un défi à chacun des trois niveaux identifiés précédemment, à savoir l'intégrité de la nation, l'État et les frontières.

3.1. UNE CONSTRUCTION STATO-NATIONALE PRÉCAIRE

La Macédoine doit à son entrée dans la Yougoslavie titiste après la Seconde Guerre mondiale l'obtention d'un statut de République et la reconnaissance, sans précédent, du peuple macédonien comme l'un des cinq (six à partir de 1967) peuples constitutifs de la Fédération socialiste yougoslave[41]. L'accès au rang de République et de nation a donné une impulsion majeure au travail de construction identitaire esquissé depuis la fin du XIX^{e} siècle (Palmer & King, 1971). Maints linguistes ont été mobilisés afin de donner à la langue macédonienne des normes d'écriture et de grammaire distinctes des autres langues slaves du Sud (Friedman, 1975). Avec la création, en 1948, d'un Institut d'histoire nationale puis, en 1967, l'inauguration d'une Académie des sciences et des arts, la République socialiste de Macédoine a également encouragé des recherches historiques destinées à assurer son inscription en tant que nation dans la durée (Troebst, 2001). Ce travail n'était toutefois pas sans péril : comme le rappelle Ulf Brunnbauer, tard venue dans le concert des historiographies balkaniques, l'historiographie macédonienne a dû affronter une situation dans laquelle « tous les événements et personnalités qui pouvaient être raisonnablement appelés "l'histoire macédonienne" étaient déjà inclus dans les récits nationaux des pays voisins, la Bulgarie, la Grèce et la Serbie, qui avaient adossé leurs revendications territoriales sur la Macédoine à leur interprétation particulière de l'histoire de la région et de l'identité ethnique de sa population » (Brunnbauer,

41. Sous domination ottomane jusqu'en 1913, la zone géographique connue sous le nom de Macédoine a été partagée en trois parties lors du traité de Bucarest qui mettait un terme à la seconde guerre balkanique (10 août 1913) : la Macédoine du Vardar (39 % du territoire) a été intégrée au Royaume de Serbie, la Macédoine égéenne (51 %) rattachée à la Grèce et la Macédoine du Pirin (10 %) incorporée à la Bulgarie. Occupée par la Bulgarie pendant la Première (1915-1918) puis la Seconde Guerre mondiale (1941-1944), la Macédoine du Vardar avait rejoint le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en 1918 comme partie intégrante de la Serbie (le nom de Macédoine tendant à disparaître au profit de celui de « Serbie du Sud »). Les bases de la future République de Macédoine, l'une des six composantes de la fédération yougoslave titiste, ont été posées le 2 août 1944 par le premier congrès du Conseil antifasciste de libération de la Macédoine (ASNOM) au monastère de Sveti Prohor Pčinski.

2004, p. 177). Le caractère récent de la construction nationale macédonienne et la difficulté des élites macédoniennes à faire reconnaître leur identité nationale à l'extérieur (Drezov, 2001) ont engendré un sentiment de précarité durable et un attachement très vif au cadre yougoslave, visible dans les réticences des élites macédoniennes à prendre le chemin de l'indépendance en 1991.

La création d'un État indépendant, à l'issue du référendum du 8 septembre 1991, aurait pu fournir l'occasion de parachever le processus de consolidation stato-nationale, n'était le renforcement des inquiétudes identitaires et politiques induit par l'éclatement de la Yougoslavie, les guerres consécutives et les hésitations des élites albanaises sur leur participation au nouveau régime macédonien. Sortie du cadre fédéral, la Macédoine a tout d'abord dû passer le test de la reconnaissance internationale (Commission Badinter, entrée à l'ONU, reconnaissance par l'Union européenne, par les États-Unis) et affronter un environnement régional perçu comme hostile. Sur quels piliers, en effet, fonder l'existence étatique et nationale macédoniennes ? Le nom et le drapeau que la Macédoine s'était choisis étaient contestés par la Grèce qui y voyait un emprunt inadmissible à son patrimoine national et historique et allait imposer un embargo au nouvel État indépendant entre février 1994 et octobre 1995 pour faire prévaloir ses vues. Au terme de négociations menées à New York sous l'égide des États-Unis, la Macédoine a renoncé à l'étoile de Vergina[42] mais la querelle du nom a continué à entraver le développement des relations bilatérales entre les deux pays (Shea, 1997 ; ICG, 2001a). Quant à la langue macédonienne, la Bulgarie était soupçonnée de ne pas en admettre l'existence. Les autorités bulgares avaient reconnu l'indépendance de la République de Macédoine dès le mois de janvier 1992 en se fondant sur les critères de la Commission Badinter ; mais les élites macédoniennes n'en restaient pas moins convaincues que les dirigeants bulgares avaient des ambitions territoriales cachées ou, à tout le moins, qu'ils continuaient à contester le caractère distinct de la langue macédonienne par rapport au bulgare[43]. La foi même ne pouvait

42. L'étoile de Vergina figure sur la tombe de Philippe de Macédoine, le père d'Alexandre le Grand, retrouvée sur le site archéologique de Vergina (l'ancienne Aigai) en 1977 et est donc perçue par les Grecs comme appartenant à leur patrimoine historique.

43. La querelle bulgaro-macédonienne a été surmontée le 22 février 1999, lorsqu'a été signé un accord entre les deux pays au terme duquel les autorités bulgares reconnaissaient explicitement l'existence d'une nation et d'une langue macédoniennes en échange du renoncement, par les responsables macédoniens, à influer sur l'autodétermination nationale des habitants de la région de Macédoine du Pirin en Bulgarie. Les deux parties ont par ailleurs renoncé à toute revendication territoriale.

fournir un pilier sûr à l'identité macédonienne. Cette fois-ci, c'est de l'Église orthodoxe serbe que venait la contestation de l'autocéphalie revendiquée par l'Église orthodoxe de Macédoine.

Il n'est jusqu'aux contours du territoire sur lequel le peuple macédonien devait exercer sa souveraineté qui n'aient été fragiles. Avant la signature de l'accord de février 2001 (ratifié par la Macédoine le 2 mars 2001), la délimitation de la frontière entre la Macédoine et la République fédérale de Yougoslavie dans la partie reliant la Macédoine au Kosovo, alors province yougoslave, était restée en suspens. Il fallut attendre l'été 2002 pour que le tracé soit entamé sur le terrain. Plus fondamentalement, la Macédoine de l'après-1991 a longtemps craint de faire l'objet de revendications territoriales concurrentes de la part de ses quatre voisins et, tout particulièrement, d'une Albanie perçue comme la mère patrie des Albanais de Macédoine. Le sentiment d'insécurité était avivé par un facteur supplémentaire : avec la création d'un État indépendant, ce qui relevait de la frontière intérieure au sein de la Fédération yougoslave était devenu, du jour au lendemain, une frontière étatique. Mais ces nouvelles frontières externes, encore fallait-il les durcir, leur donner l'épaisseur de frontières internationales reconnues. On aurait pu croire que le déploiement de soldats de l'UNPROFOR, en décembre 1992, sur la ligne de séparation avec le Kosovo (un déploiement à l'époque motivé par le désir de prévenir une extension des guerres yougoslaves vers le sud) contribuerait à rassurer les autorités macédoniennes sur la protection de leur périmètre extérieur (Ackermann, 2000). Mais c'était éluder une dimension fondatrice des imaginaires de la frontière : comme dans d'autres États des Balkans, les partages territoriaux du début du siècle ont alimenté en Macédoine une lecture de la destinée collective comme éternellement soumise à la volonté insolente de grandes puissances égoïstes. La crainte sourde demeure que les contours de la Macédoine ne soient revus d'un simple coup de crayon, comme ils l'avaient été en 1913, au moment du partage de la région de Macédoine entre la Grèce, la Serbie et la Bulgarie. En septembre 1991, l'État de Macédoine a dû se résigner à accomplir son histoire nationale dans un cadre territorial qu'il n'avait pas choisi. Que la frontière soit surveillée par des représentants de la communauté internationale ne pouvait, dans ces conditions, que renforcer le désarroi d'acteurs politiques et sociaux en mal de souveraineté.

3.2. LES DÉFIS POSÉS PAR LA COMMUNAUTÉ ALBANAISE

Dans cette configuration, les Albanais restent ressentis comme posant un double défi – interne et externe – au projet stato-national macédonien[44]. Leur vigueur démographique, tout d'abord, est vue comme condamnant le peuple macédonien à une dissolution, à terme, dans une majorité musulmane[45]. La peur d'un Autre soupçonné d'utiliser le taux de fécondité comme un instrument au service de la lutte nationale n'est pas propre à la Macédoine. On la rencontrait également au Kosovo dans les années 1980 et elle a servi, en Bulgarie, à légitimer la politique d'assimilation violente de la minorité turque menée entre 1984 et 1989. En Macédoine, la communauté albanaise a vu son poids numérique s'accroître depuis 1948 : en 1961, elle ne représentait que 13 % de la population, en 1971 – 17 %, en 1981 – 19 % et en 1991 – 21 %. Cette hausse doit notamment à la transition démographique tardive d'une communauté plus rurale et moins éduquée que la majorité macédonienne-slave. Elle s'explique aussi par une albanisation lente et partielle de certaines communautés musulmanes de Macédoine non traditionnellement albanophones (turques, roms, *torbeši* et *gorani*, par exemple) : les Albanais constituant le groupe musulman le plus compact et le plus influent en Macédoine, les autres musulmans de Macédoine ont parfois tendu à valoriser une identité albanaise à la faveur du passage des identités religieuses, prédominantes dans l'Empire ottoman, vers des identités national-ethniques[46].

L'évolution de l'importance numérique des Albanais résulte enfin de dynamiques migratoires. Entre 1953 et 1966, les autorités yougoslaves avaient encouragé les musulmans de Yougoslavie à s'inscrire comme Turcs et à émigrer en direction de la Turquie. Maints musulmans albanais du Kosovo (et plusieurs milliers de musulmans du Sandžak) ont ainsi pris le chemin du sud. Certains se sont établis en Macédoine où ils ont notamment trouvé à s'embaucher dans le secteur de la construction, tout

44. Les indications sur les représentations sociales des « défis » posés par la communauté albanaise en Macédoine s'adossent largement aux recherches de terrain conduites en Macédoine au cours de plusieurs missions, notamment en avril 2001, avril 2002, septembre 2002, juillet 2003 et décembre 2003.

45. L'argumentaire démographique a été très présent, entre autres, au moment des débats sur le découpage des municipalités de l'été 2004. Voir, notamment, MITEVSKA & STOČEV, 2004, p. 19.

46. Comme on l'a vu plus haut, le conflit de 2001 et la polarisation des rapports entre Slaves et Albanais de Macédoine a, par contraste, tendu à accuser les sentiments de distance et le désir de différenciation de certaines communautés musulmanes par rapport à la « minorité majoritaire » albanaise.

particulièrement après le tremblement de terre de 1963. Par la suite, les migrations depuis le Kosovo vers la Macédoine se sont poursuivies, motivées par la détérioration des conditions socio-économiques et le durcissement du régime politique dans les années 1980. Pendant la décennie 1990, le nombre des Kosovars albanais a fait l'objet de moult spéculations, côté slave comme côté albanais, laissant peu de place à une évaluation statistique fiable.

Non contents de « grignoter » la nation de l'intérieur, en gagnant peu à peu, ville à ville, des morceaux de territoires qui passent sous majorité albanaise, les Albanais, par ces flux depuis le Kosovo, chercheraient ainsi à l'éroder depuis l'extérieur au terme d'un envahissement aussi lent qu'inexorable. Nombreux sont d'ailleurs les Slaves de Macédoine qui soulignent la différence entre les « bons » Albanais, voisins nés en Macédoine, et les Albanais du Kosovo, facteurs de tensions intercommunautaires. L'arrivée des réfugiés kosovars en 1999 puis la guérilla de l'année 2001 ont réveillé cet imaginaire d'une albanité source de crise importée. Avant les accords d'Ohrid, la loi sur la nationalité macédonienne posait des conditions extrêmement strictes à l'octroi de la nationalité. Quinze ans de résidence étaient exigés de même qu'une maîtrise de la langue macédonienne. Le caractère restrictif de la loi avait rendu difficile la régularisation d'une population albanaise résidant souvent dans les faubourgs de Skopje et les villages du Nord, près de la frontière avec le Kosovo. En vertu des accords d'Ohrid, le Parlement macédonien a dû se résoudre, en décembre 2003, à amender la loi sur la citoyenneté, ramenant de quinze à huit le nombre des années de résidence préalables à toute demande de naturalisation[47]. Une telle mesure, très vivement débattue par les parlementaires, a contribué à alimenter les ressentiments de la majorité slave : l'Occident imposait non seulement d'étendre la citoyenneté à des Albanais de l'extérieur mais il retranchait encore du corps de la nation macédonienne une partie de ses membres potentiels. Car la loi a introduit un amendement au terme duquel les personnes à conscience ethniquement macédonienne qui détiennent la citoyenneté d'un autre État ne peuvent plus obtenir la nationalité macédonienne automatiquement. Cette mesure avait vocation à rassurer des voisins balkaniques qui avaient longtemps redouté que la Macédoine ne

47. Le nouveau texte de loi est entré en vigueur le 2 mars 2004. Il prévoit des facilités de régularisation pour les personnes qui déposeraient leur demande de naturalisation dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la loi. Voir EUROPEAN COMMISSION AGAINST RACISM AND INTOLERANCE, 2005, pp. 9-10.

revendique un droit de regard sur les minorités macédoniennes à l'étranger. Mais, aux yeux d'une partie de la majorité slave, il s'agissait d'un effort supplémentaire pour amoindrir la nation.

Au final, l'inquiétude de certains Slaves de Macédoine est de se retrouver mis en minorité dans leur pays d'ici une trentaine d'années. Au sein de la communauté albanaise, les calculs démographiques, tout aussi fréquents, tablent sur des prévisions similaires. Dans les années 1990, les responsables politiques albanais, qui avaient encouragé leurs concitoyens à boycotter les recensements de 1991 et de 1994 accusés de ne pas fournir une juste représentation du poids des Albanais dans la société, déclaraient estimer la présence albanaise en Macédoine entre 25 et 40 %. Si la publication des résultats du recensement de novembre 2002 (25,17 %) a provisoirement mis un terme à ces discussions sur la force des nombres, la question démographique n'en reste pas moins un des registres dans lesquels les projets nationaux sont énoncés, y compris côté albanais. Le renforcement de son poids démographique a longtemps été perçu, au sein de la communauté albanaise, comme un instrument de revendication de droits collectifs élargis et comme une assurance sur le long terme : dans la mesure où les Albanais pensaient devoir se retrouver à parité avec les Slaves de Macédoine à terme, c'est avec une certaine sérénité que leur avenir au sein de la République de Macédoine pouvait être envisagé.

Nombreux sont les Macédoniens ethniques convaincus que ce processus conduira, à plus ou moins longue échéance, à une remise en question de l'intégrité territoriale du pays. La communauté albanaise vit concentrée à l'Ouest et au Nord-Ouest ainsi que dans la capitale, Skopje. Elle jouxte de la sorte les deux autres espaces à majorité albanaise, l'Albanie et le Kosovo, faisant craindre d'éventuelles aspirations à l'unification d'un espace albanais éclaté entre plusieurs États. On comprend alors toute l'importance symbolique de la frontière, cet ultime rempart destiné à protéger un territoire qui menace de s'effriter, rongé par des circulations humaines inlassables. La frontière idéale serait celle que l'on est sûr de pouvoir délimiter, sceller, contrôler. Las, cette frontière républicaine fraîchement convertie en frontière étatique est poreuse. Les circulations albanaises entre le Kosovo et la Macédoine, l'Albanie et la Macédoine, y apparaissent comme autant d'incises le long de la ligne de démarcation. Les échos relatifs à l'utilisation par l'UÇK de caches d'armes en Macédoine, en 1997-1998, et surtout l'afflux de quelque 250 000 réfugiés en provenance du Kosovo au moment de l'intervention occidentale du printemps 1999 ont renforcé la peur que chaque nouveau franchissement n'efface un peu plus

la frontière. Cette situation est ressentie d'autant plus vivement que l'État de Macédoine manque des moyens nécessaires à l'affirmation de sa souveraineté. Au moment du conflit de 2001, les autorités macédoniennes s'étaient ainsi élevées, impuissantes, contre l'inefficacité des troupes de la KFOR, accusées de laisser passer des rebelles albanais dont le soutien logistique venait pour partie du Kosovo (Brunn-bauer, 2004).

3.3. LES RAPPORTS DIFFÉRENCIÉS À LA FRONTIÈRE

Une fois encore, les discours albanais augmentent l'alarme des Slaves de Macédoine. Car les façons de dire et vivre les frontières au sein de la communauté albanaise de Macédoine se distinguent de celles observées dans la majorité. La construction nationale albanaise s'est, elle aussi, articulée autour du souvenir d'une injustice historique imputable aux grandes puissances – en l'occurrence, la Conférence des ambassadeurs de Londres qui, en 1913, a donné naissance à un État d'Albanie laissant hors de ses frontières près de la moitié de la population albanophone. Mais à la différence des Slaves de Macédoine résidant dans l'actuelle République, les Albanais de Macédoine sont restés, eux, à l'extérieur de l'État albanais. Et au fil des décennies, les diverses populations de langue albanaise ont connu, en Albanie, au Kosovo, en Macédoine et au Monténégro, des vécus étatiques distincts. La frontière avec l'Albanie est restée close jusqu'en 1990. Au nord, en revanche, le passage vers le Kosovo était ouvert dans le cadre de la Yougoslavie titiste. Les transformations des années 1990 ont bouleversé cet ordonnancement : la création d'un État de Macédoine en 1991 a de nouveau durci les découpages, accusé la séparation avec le Kosovo, tandis que l'Albanie s'ouvrait, elle, brutalement sur l'extérieur. En définitive, là où la majorité macédonienne rêve de frontières-remparts, les Albanais de Macédoine aspirent à une progressive perte de signification pratique des frontières (De Rapper, Deslondes & Roux, 2001, p. 51). La frontière doit pouvoir être traversée, parcourue ; elle est transition entre deux espaces plus que point de rupture. On se souvient dans la lettre ouverte d'Ali Ahmeti du 19 juillet 2004 à la référence à cette « abolition des frontières » que, dans les discours modérés des élus albanais au pouvoir, on associe à une perspective d'intégration des Balkans de l'Ouest à l'Union européenne.

Alimentés par l'histoire des relations entre les diverses zones de peuplement albanais, ces rapports à la frontière comme passage s'expliquent aussi à la lumière des expériences du travail migrant à l'Ouest des Albanais de Macédoine. Jusque dans les années 1970, la communauté

était réputée vivre dans un univers relativement fermé. La création de l'université de Pristina, en 1971, et la recherche d'un complément de revenu ont contribué à modifier les modes de vie et à faire apparaître l'habitude d'un déplacement pluriel, de frontières franchies sans déperdition identitaire. Dans les représentations sociales contemporaines des Albanais de Macédoine, cette dimension de mobilité fait d'ailleurs partie des éléments souvent mis en exergue pour se distinguer d'un peuple macédonien perçu comme plus fermé, replié sur lui-même : là où les Albanais, peu présents dans le secteur public, ont été amenés à rechercher un emploi ailleurs, dans le privé ou à l'étranger, les Slaves de Macédoine ont plus souvent opté pour des stratégies de carrière valorisant un passage par l'administration ou les entreprises publiques. Du point de vue des Albanais de Macédoine, ce choix leur a donné une ouverture sur le monde extérieur qui fait vivement défaut aux Macédoniens ethniques et leur permet de dépasser une vision de l'Autre où domine la figure de l'ennemi[48].

Les perceptions différenciées de la frontière viennent s'inscrire dans des représentations plus larges des rapports entre nation et État. Séparées en 1913, les communautés albanophones ont suivi des trajectoires spécifiques en Albanie, au Kosovo et en Macédoine[49]. Les identités complexes qui en ont résulté accordent une place importante au sentiment d'appartenance à une communauté nationale fondée notamment sur la langue, un sentiment conforté au gré des échanges socio-économiques, humains et culturels. Mais elles se vivent sur des modes distincts qui n'interdisent pas l'existence de stéréotypes mutuels. Par leurs voisins de Macédoine et du Kosovo, les Albanais d'Albanie sont volontiers décrits comme appartenant à une société où règnent la corruption et le désordre, où les jeunes filles de Tirana portent des jupes trop courtes et où le rapport à la foi est devenu bien distant ; *a contrario*, en Albanie comme au Kosovo, les Albanais de Macédoine tendront à être décrits comme excessivement religieux, conservateurs et fermés. Solidarités et différences se conjuguent ainsi en des configurations changeantes laissant apparaître plusieurs figures de l'albanité (Ragaru, 2001). Assurément, l'affichage identitaire dépend des interlocuteurs et du contexte de l'interaction. Mais, plus fon-

48. Dans les faits, le recours aux stratégies de survie par la migration n'a pas été exclusivement albanais. Les Slaves de Macédoine y ont également pris part, notamment dans les années 1990.

49. La seule expérience de réunion des terres albanaises dans le cadre d'une « grande Albanie » date de la Seconde Guerre mondiale, après l'invasion de l'Albanie par l'Italie. Cette configuration a contribué à compromettre le projet de création d'un État albanais rassemblant toutes les populations albanophones des Balkans.

damentalement, il est possible de se dire Albanais sans se projeter dans un cadre étatique unique car les vécus de l'appartenance albanaise, extrêmement localisés, n'impliquent pas une traduction nécessaire sous forme de projet politique. Certes, cette dissociation doit être nuancée. D'une part, elle s'est largement effectuée sous la contrainte, avec une prise en considération de l'ordre des possibles après 1990 : la réunification des terres albanaises, ne fût-ce que celles du Kosovo et de la Macédoine, a été exclue par les responsables de la communauté internationale qui ont réitéré ce message avec force auprès des responsables de l'Armée de libération du Kosovo (UÇK, *Ushtria Çlirimtare e Kosovës*), reconvertis au jeu politique après juin 1999, comme auprès de la guérilla albanaise de Macédoine de 2001. D'autre part, la possibilité de dissocier appartenance nationale et appartenance étatique ne signifie pas que certaines minorités actives, tels une partie des guérillas albanaises de la vallée de Preševo, Medvedja et Bujanovac, en 2000-2001, ou des membres de l'Armée nationale albanaise (AKSH), une fraction armée apparue en Macédoine à la veille de la signature des accords d'Ohrid, ne peuvent revendiquer une unification des terres albanaises.

La trajectoire des Macédoniens ethniques apparaît une fois encore sensiblement différente. De la même façon qu'après 1945 la République s'était vu octroyer un rôle majeur dans la formulation d'une identité macédonienne (Schwartz, 1996), en 1991, c'est de l'État qu'a été attendue sa consolidation. Une telle démarche était cependant vouée à encourager une lecture « ethnique » de l'État comme espace symbolique du seul peuple macédonien et non pas comme un cadre ouvert à l'ensemble des peuples habitant le territoire de la Macédoine. L'urgence était de parvenir à doter la nouvelle République indépendante de tous les attributs, hymnes, drapeau, langue et fêtes nationales, en mesure de lui donner une assise symbolique et de susciter un attachement affectif au nouveau cadre institutionnel. Mais ces célébrations, en raison de leur caractère fortement ethnique, ne pouvaient manquer d'exclure la minorité albanaise – elle-même en phase de redéfinition et de réaffirmation – de l'imaginaire d'un État national. Trouver des symboles aptes à jouer un rôle inclusif et à donner à chacun des citoyens de Macédoine le sentiment de pleinement participer à l'œuvre stato-nationale relevait, il est vrai, de la gageure (Brown, 2000b). Le résultat a toutefois déçu les attentes et provoqué un sentiment d'ostracisme au sein des communautés minoritaires de Macédoine, tout particulièrement parmi les Albanais. Puisque l'État devait servir à parachever la construction de la nation macédonienne, le porteur et le

détenteur de l'histoire commune en étaient un peuple particulier[50]. Une fois encore, la situation est justement résumée par Ulf Brunnbauer : « l'existence même [de la nation macédonienne] est perçue comme dépendant du caractère ethnique macédonien de l'État » (Brunnbauer, 2004a, p. 157). Le préambule de la Constitution de novembre 1991 fournissait ainsi de l'histoire étatique macédonienne une vision (organisée autour de l'éphémère République de Kruševo, de la décision de l'ASNOM de 1944 et du référendum de septembre 1991) dans laquelle les citoyens de Macédoine ne s'identifiant pas comme ethniquement macédoniens ne pouvaient guère se reconnaître.

* * *

Après ce détour par les imaginaires du territoire, de la frontière, de la nation et de l'État, il nous est possible de fournir quelques éléments de réponse à la question soulevée au début de l'analyse : pourquoi le découpage municipal a-t-il cristallisé les ressentiments et les peurs de la majorité macédonienne ethnique et de plusieurs « petites minorités » ? Premièrement, parce que la réforme est apparue à la majorité slave comme l'occasion d'exprimer un mal-être accentué après la signature des accords d'Ohrid, ce compromis perçu comme une capitulation devant les armes albanaises imposée par l'Occident. La plupart des sondages réalisés depuis l'été 2001 avaient souligné le contraste entre les perceptions albanaises (une approbation très large) et macédoniennes-slaves (des réticences extrêmement vives) des accords (Judah, 2002)[51]. Dans un contexte de marasme social et à l'approche des élections municipales, les mécontentements ont trouvé là une opportunité de s'exprimer.

Reste à déterminer pourquoi les frustrations sociétales se sont condensées autour du découpage territorial plutôt qu'au moment de la régularisation de l'université en langue albanaise de Tetovo (février 2004) par exemple, alors que cet enjeu avait constitué une source de contentieux majeur par le passé. La raison en réside sans doute pour partie dans le fait que la question municipale a été perçue comme fondamentalement poli-

50. La célébration d'Illinden pour le centenaire du soulèvement de 1903 en a fourni une illustration récente. Voir RAGARU & SLIM, 2003 ; BROWN, 2003 ; BROWN, 2000a.

51. T. Judah citait les résultats d'une enquête conduite par la direction « Recherche » du Département d'État américain auprès d'un panel représentatif de 1 097 personnes au printemps 2002. À cette date, 63 % des Macédoniens slaves interrogés déclaraient être hostiles aux Accords d'Ohrid tandis que 90 % des Albanais y étaient favorables.

tique, elle qui touchait très concrètement à l'existence quotidienne des populations sur leur lieu de vie. En dépit des efforts déployés par le gouvernement pour présenter son projet comme s'inscrivant dans une entreprise de rationalisation de la gestion locale rendue nécessaire par la perspective d'intégration à l'Union européenne, la loi sur le découpage municipal a été unanimement comprise dans la société macédonienne comme un des piliers du rééquilibrage des « rapports de force » entre communautés. Cette interprétation était facilitée par le souvenir de l'histoire de la Yougoslavie. Pendant la période yougoslave, l'organisation territoriale interne des Républiques avait fait l'objet d'un intense travail d'ingénierie : entraient en ligne de compte la vision communiste de l'organisation du pouvoir devant résulter, à terme, de l'application du principe d'autogouvernement local, le désir de favoriser une meilleure intégration, notamment économique, des nationalités et le souhait de réduire les disparités et rivalités entre communautés. Dans les années 1980, cette dernière composante avait acquis une importance nouvelle[52]. L'histoire des usages politiques de l'organisation territoriale ne pouvait manquer de se répercuter sur les perceptions de la réforme en Macédoine.

Dans la configuration présente, la question du pouvoir local est apparue comme centrale en ce qu'elle articulait trois éléments : la définition des contours et des conditions d'affirmation des appartenances nationales, l'unité territoriale et, enfin, la gestion de ressources symboliques et financières rares. Une ligne de continuité a ainsi été implicitement établie entre la reconnaissance du bilinguisme à Skopje, l'abdication progressive des marqueurs de la nation macédonienne et la disparition, à terme, de la nation elle-même. De la même façon, concéder une plus grande autonomie aux unités locales et accepter un découpage facilitant la création de majorités albanaises au niveau local a été ressenti comme une mise en cause du pouvoir étatique, ce qui, dans une situation où État macédonien et nation macédonienne sont perçus comme inséparables, représentait une atteinte fondamentale à l'intégrité de l'être national macédonien. Faire des majorités municipales des minorités nationales revenait, en système démocratique, à leur donner le droit de décider pour tous les résidents des municipalités et, supposait-on, à faire prévaloir des intérêts strictement communautaires.

52. Ainsi, au Kosovo, la création et suppression de municipalités intervenant après une relative stabilisation du découpage municipal ont été interprétées comme le reflet des aspirations de la minorité serbe à regagner une influence et des responsabilités qu'elle pensait avoir perdues suite au découpage territorial de 1959 et aux aménagements de 1965. Voir ROUX, 2003.

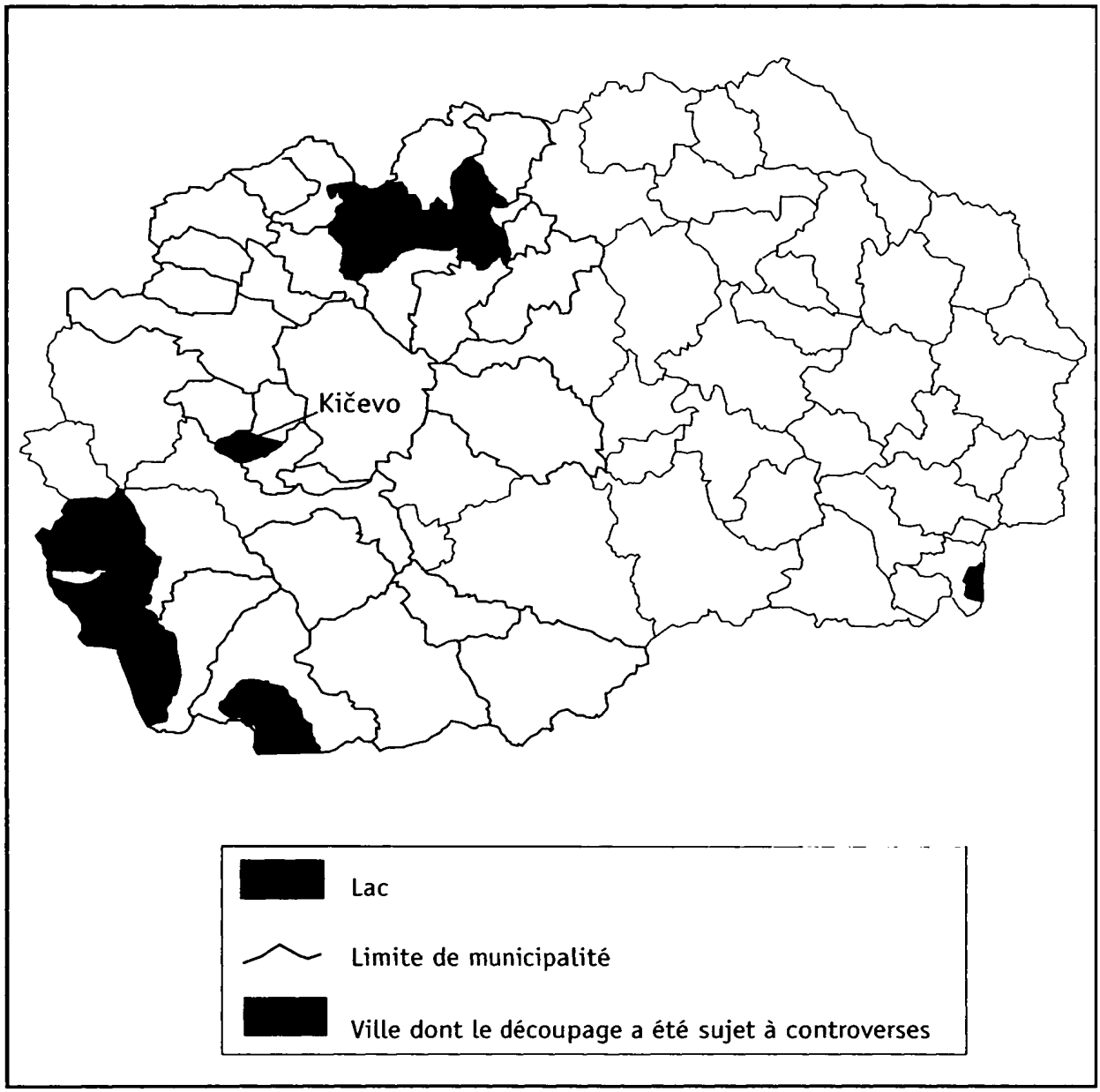
En dépit des efforts de la communauté internationale pour tenter de faire prévaloir une vision de la multiethnicité heureuse, la volonté générale reste interprétée selon une grille de lecture communautaire. Le dilemme avait été justement évoqué par Vladimir Gligorov et Jacques Rupnik : « Pourquoi serais-je une minorité dans ton État quand tu peux être une minorité dans le mien ? » (Rupnik, 1999). À cette question, il semblerait que les arrangements constitutionnels et institutionnels prévus par les accords d'Ohrid (le principe de la double majorité comme les mesures de décentralisation) ne soient pas parvenus à apporter une réponse pleinement satisfaisante.

ANNEXES

GLOSSAIRE DES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES MACÉDONIENS (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)

SRM : Alliance des Roms de Macédoine.
SDSM : Alliance social-démocrate de Macédoine (ex-communiste).
DA : Alternative démocratique.
DLB : Ligue démocratique des Bochniaques.
VMRO-DPMNE : Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne-Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne (nationaliste).
VMRO-NP : Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne-Parti populaire (formé par L. Georgievski le 10 juillet 2004).
PDSH : Parti démocratique albanais.
DPS : Parti démocratique des Serbes.
DPT : Parti démocratique des Turcs.
LDP : Parti libéral démocratique.
LP : Parti libéral.
NDP : Parti national démocratique (albanais).
PPD : Parti pour la prospérité démocratique (albanais).
SPM : Parti socialiste macédonien.
OPRM : Parti uni des Roms de Macédoine.
BDI : Union démocratique pour l'intégration (albanais).

LE DÉCOUPAGE DES MUNICIPALITÉS EN MACÉDOINE
SELON LA LOI DU 11 AOÛT 2004



RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ACKERMANN A. (2000), *Making Peace Prevail: Preventing Violent Conflict in Macedonia*, Syracuse: Syracuse University Press.

ADAMS J. (2004), *Assessment of Intra-Municipal Relations and the Role of Neighborhood Self-Government. Commissioned by OSCE Spillover Monitor Mission to Skopje*, Skopje: OSCE, July.

ANDONOVSKI N. (1998), « Les Albanais de Macédoine : perspectives et limites d'une double identité », in C. Chiclet et B. Lory, dir., *La République de Macédoine*, Paris : l'Harmattan, pp. 65-73.

BALALOVSKA K. (2001), « A Historical Background to the Macedonian-Albanian Inter-Ethnic Conflict », *New Balkan Politics*, 3, sur Internet à l'adresse : <http://www.newbalkanpolitics.org.mk/OldSite/Issue_3/ kristina.eng.asp>.

BABUNA A. (2000), « The Albanians of Kosovo and Macedonia. Ethnic Identity Superseding Religion », *Nationalities Papers*, 28 (1), pp. 67-92.

BROWN K. (2003), *The Past in Question: Modern Macedonia and the Uncertainties of Nation*, Princeton: Princeton University Press.

BROWN K. (2000a), « A Rising To Count On: Illinden Between Politics and History in Post-Yugoslav Macedonia », in V. Roudomentov, ed., *The Macedonian Question, Culture, Historiography, Politics*, Boulder: East European Monographs.

BROWN K. (2000b), « In the Realm of the Double-Headed Eagle: Parapolitics in Macedonia, 1994-1999 », in J. Cowan, ed., *Macedonia. The Politics of Identity and Difference*, London: Pluto Press, pp. 122-139.

BRUNNBAUER U. (2004a), « The Consequences of Identity Politics: Security Dilemmas in the Republic of Macedonia », in A. Fatic, ed., *Security in South-Eastern Europe*, Belgrade: Security Policy Group, The Management Center.

BRUNNBAUER U. (2004b), « Historiography, Myths and the Nation in the Republic of Macedonia », in U. Brunnbauer, ed., *(Re)writing History: Historiography in Southeast Europe after Socialism*, New Brunswick and London: Transaction Publishers, pp. 165-200.

BÜCHSENSCHÜTZ U. (2004), « Macedonia's Government under Growing Pressure », *RFE/RL Newsline*, 28 juillet, sur Internet à l'adresse : <http://www.rferl.org/featuresarticle/2004/07/7ec5de2d-2fdc-4a01-83ed-759b825e31cf.html>.

CACA G. (2001), « Status and Rights of Nationalities in the Republic of Macedonia », in J. Pettifer, ed., *The New Macedonian Question*, New York: Saint Martin's Press, pp. 148-164.

CLAYER N. (2000), « L'islam, facteur de recompositions internes en Macédoine et au Kosovo », in X. Bougarel et N. Clayer, *Le nouvel islam balkanique*, Paris : Maisonneuve & Larose, pp. 207-210.

DE RAPPER G., DESLONDES O. & ROUX M. (2001), *La question nationale albanaise dans les Balkans après le conflit de 1998-1999 au Kosovo*, Paris, étude réalisée pour la Délégation aux affaires stratégiques, Ministère de la défense (manuscrit).

DE WAELE J.-M. & GJELOSHAJ K. (1995), « L'Albanie face aux minorités : facteurs internes et facteurs externes », *Transitions*, 36 (1-2), pp. 87-104.

DESLONDES O. (2001), « La Macédoine fragilisée par les élections muni-cipales », *La Nouvelle Alternative*, 2 (54), pp. 106-111.

DREZOV K. (2001) « Macedonian Identity: An Overview of the Major Claims », in J. Pettifer, ed., *The New Macedonian Question*, New York: Saint Martin's Press, pp. 47-59.

EUROPEAN COMMISSION AGAINST RACISM AND INTOLERANCE (2005), *Third Report on "the Former Republic of Macedonia"*, Strasbourg : Council of Europe, 15 février, sur Internet à l'adresse : http://www.coe.int/T/E/ Human_Rights/Ecri/1-ECRI/2-Country-by-country_approach/FYROM/The_Former_Yugoslav_Republic_of_Macedonia_CBC_3. pdf [consulté le 15 février 2005].

EUROPEAN STABILITY INITIATIVE (2002), *Ali Ahmeti's Village. The Political Eonomy of Interethnic Relations in Macedonia*, Skopje/Berlin, 1er octobre, sur Internet à l'adresse : http://www.esiweb.org/pdf/esi_document_id_36.pdf [consulté le 10 juin 2004].

FRIEDMAN V. (1975), « Macedonian Language and Nationalism During the Nineteenth and Early Twentieth Centuries », *Balkanistica*, 2, pp. 83-98.

GOSSIAUX J.-F. (2002), *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, Paris : PUF.

HAJDARI F. (2004), « BDI-ja fton PDSH-në që edhe njëherë ta shqyrtojë vendimin rreth referendumit » (Le BDI invite le PDSH à considérer encore une fois la décision concernant le référendum), *Koha ditore*, 18 septembre.

HARDTEN E. (1996), « Administrative Units and Municipal Reforms in Kosovo (1959-92), in G. Duijzings *et al.*, *Kosovo/Kosova Confrontation or Coexistence*, Nijmegen: Peace Research Centre, University of Nijmegen & Political Cultural Centre 042, pp. 158-170.

HUMAN RIGHTS WATCH (1998), « Police Violence in Macedonia », *Human Rights Watch Report*, 10(1), April, sur Internet à l'adresse : http://www.hrw.org/reports98/macedonia/ [consulté le 10 janvier 2002].

INTERNATIONAL CRISIS GROUP (2001a), « Macedonia's Name: Why the Dispute Matters and How to Resolve It », *ICG Balkans Report*, n° 122, Skopje/Bruxelles, sur Internet à l'adresse : <http://www.crisisweb.org>.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP (2001b), « Macedonia: The Last Chance for Peace », *ICG Balkan Report*, n° 113, Skopje/Bruxelles, 20 juin, sur Internet à l'adresse : <http://www.crisisweb.org>.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP (1998), « The Albanian Question in Macedonia: Implications of the Kosovo Conflict for Inter-Ethnic Relations in Macedonia », ICG BALKANS REPORT, n° 38, 11 août, Skopje/Sarajevo, sur Internet à l'adresse : <http://www.crisisweb.org>.

JUDAH T. (2001), « Albanians Back Macedonian Unity », *Balkan Crisis Report* (IWPR), 250, 25 mai 2001, sur Internet à l'adresse : <http://www.iwpr.net/index.pl?archive/bcr/bcr_20010524_2_eng.txt>.

JUDAH T. (2002), « Macedonia: "Greater Albania" Gathers Support », *Balkan Crisis Report* (IWPR), 341, 7 juin, sur Internet à l'adresse : <http://www.iwpr.net/index.pl?archive/bcr2/bcr2_20020607_4_eng.txt>.

LUKIC R. (2003), « La République de Macédoine : de la paix à la guerre », in R. Lukic, *L'agonie yougoslave (1986-2003). Les États-Unis et l'Europe face aux guerres balkaniques*, Laval : Presses universitaires de Laval, pp. 377-437.

MALIQI S. (2001), « Macédoine : le mémorandum des académiciens de Skopje », *Koha ditore*, 1er juin, en français sur le site du *Courrier des Balkans* : http://balkans.eu.org/print_article.php3?id_article=582 [consulté le 1er octobre 2004].

MITEVSKA Ž. & STOJČEV K. (2004), « Makedonci ja pogrebaa Makedonija » (Les Macédoniens ont enterré la Macédoine), *Makedonsko sonce*, 525, 23 juillet.

OSCE (2004), *Former Yugoslav Republic of Macedonia. 7 November 2004 Referendum.* Report of the OSCE/ODIHR Expert Visit, 13-16 septembre 2004, sur Internet à l'adresse : <http://www.osce.org/documents/odihr/2004/09/3654_en.pdf?PHPSESSID=e28c36e8e29a341a2d873378a3b83767>.

PALMER R. & KING S. (1971), *Yugoslav Communism and the Macedonian Question*, Hamden: Archon Books.

PERRY D. (2001), « Macedonia: Melting Pot or Meltdown? », *Current History*, 100 (649), November, pp. 362-368.

PETRUSEVA A. (2003), « Macedonia: Storm Over Opposition Resign-ations », *IWPR Balkan Crisis Report*, 42, 25 April.

PETTIFER J. (2001), « The Albanians in Western Macedonia », in J. Pettifer, ed., *The New Macedonian Question*, New York: Palgrave, pp. 137-147.

POULTON H. (2001), « Non-Albanian Muslim Minorities in Macedonia », in J. Pettifer, ed., *The New Macedonian Question*, New York: Palgrave, pp. 107-125.

RAGARU N. (2001), « Dits et non-dits de la crise macédonienne », *Politique internationale*, n° 92, été, pp. 165-201.

RAGARU N. (2004), « Macédoine : le bilan en demi-teinte de la politique européenne », *Critique internationale*, n° 24, juillet, pp. 9-20.

RAGARU N. & SLIM A. (2003), « Macédoine. Entre semi-protectorat et espoirs d'intégration euro-atlantique », *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1036-1037, juin/août, pp. 131-146.

ROUX M. (2003), « Controverses sur les frontières du Kosovo », *Balkanologie*, 7 (2), pp. 183-197.

ROUX M. (1992), *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*, Paris : Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.

RUPNIK J. (1999), Contribution au colloque « Chemins de la paix dans les Balkans » organisé par l'Association Réalités et Relations internationales (ARRI), 22 juin, sur Internet à l'adresse : http://www.arri.fr/ 1999/colloques/colloque2.html [consulté le 10 septembre 2004].

RUSI I. (2004), « Referendum, dum, dum... », *Lobi*, 179, 20 août, sur Internet à l'adresse : http://www.lobi.com.mk/ [consulté le 10 septembre 2004].

SALIU I. (2004), « Referendumet do t'i nënshtrohen në të ardhmen shumicës së Badenderit » (Les référendums affaibliront à l'avenir la majorité de Badinter), *Fakti*, 18 septembre.

SCHWARTZ J. (1996), *Pieces of Mosaic: An Essay on the Making of Macedonia*, Hojbjerg: Intervention Press.

SHEA J. (1997), *Macedonia and Greece. The Struggle to Define a New Balkan Nation*, London: MacFarland.

SOFOS S. (2001), « The Albanian Question. Macedonia at the Crossroads », *Journal of Southern Europe and the Balkans*, 3(2), pp. 145-151.

TODOROVSKI I. (2001), « Local Government in Macedonia », in E. Kandeva, ed., *Stabilization of Local Governments*, Budapest: OSI/LGI, pp. 243-287.

TROEBST S. (2001), « IMRO+100=FYROM? The Politics of Macedonian Historiography », in J. Pettifer, ed., *The New Macedonian Question*, New York: Saint Martin's Press, pp. 60-78.